

LE MONDE LIBERTAIRE



www.monde-libertaire.fr

*« Si les singes avaient le talent des perroquets, on
en ferait volontier des ministres. »*

Nicolas de Chanfort

N° 1608

ISSN 0026-9433

du 14 au 20 octobre 2010

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes



M 02137 - 1608 - F: 2,00 €



Sommaire

Le Monde libertaire est le journal de la Fédération anarchiste. L'édition, la mise en page, l'iconographie et la correction est assurée par le Comité de rédaction du Monde libertaire (CRML), formé de membres bénévoles de la FA qui leur confie ce mandat pour un an.

Les auteurs des articles ne sont pas tous membres de la FA mais leurs productions sont systématiquement lues et acceptées à l'unanimité par le CRML avant leur publication.

Pour soumettre un article au CRML, il suffit d'envoyer un fichier au format doc à l'adresse :

monde-libertaire@federation-anarchiste.org

La mention « Article » doit figurer dans l'objet de l'email. Une page du journal représente environ 5000 signes, espaces comprises. Si l'article est accepté, nous nous occupons de l'illustration, bien que nous acceptons les images éventuellement fournies avec l'article (libre de droits). Le CRML se réunit le mardi soir pour décider du contenu du numéro à paraître la semaine suivante. Cela signifie qu'un article reçu le mercredi ne sera lu que six jours plus tard et publié au plus tôt quatorze jours après réception, voire plus tard, en fonction de notre plan de charge.

Un article peut ne pas être publié pour plusieurs raisons qui n'ont pas trait au contenu politique. Le journal ne comprenant que 24 pages, celles-ci peuvent être occupées par des articles prioritaires. D'autre part parmi plusieurs articles traitant du même sujet, le CRML peut faire le choix de ne pas tous les publier.

Oui, on continue! par J.-P. Levaray, page 3

La protestation se durcie, par Julien, page 4

Archimerde, par Laurent, page 5

L'Autruche a dit, par F. Ladriss, page 5

Les brèves, page 6

Le salon de l'auto envahi, par J.-P. Germain, page 7

Les soins interdits aux étrangers pauvres, Pathote, page 7

Enfants fichés, inspecteur zélés, par le CNRBE, page 8

À cheval sur les principes, par Patrice, page 9

No Border, entre le marteau et l'enclume, par V. Benito, page 10

Bons baisers d'Inde, par A. Roy, page 11

J'ai le cœur qui fait boum, par N. Potkine, page 14

Détruisons les préjugés, par Paco, page 15

La fivete du samedi soir, par M. Silberstein, page 16

Austro-Katho, par J. Segal, page 16

L'exil en polémique, par S. Gurucharri et T. Ibañez, page 17

Hors-la-loi presque hors-la-loi, par H. Hurst, page 20

Réappropriation ouvrière à l'écran, par I. Tillou, page 20

Vie du mouvement, page 21

Voix libertaire, page 22

S'instruire, s'amuser, applaudir..., page 23

Tarifs

(Hors-série inclus)

3 mois, 13 n^{os}

6 mois, 25 n^{os}

1 an, 45 n^{os}

France

et DOM-TOM

20 €

38 €

61 €

Étranger

27 €

46 €

77 €

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

BULLETIN D'ABONNEMENT

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international

(IBAN: FR764255900062100287960215).
(BIC: CCOPFRPPXXX)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0614 C 80740 – Imprimerie 3A (Paris)

Dépot légal 44145 – 1^{er} trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion Presstalis. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.



« L'action directe dégage l'être humain de la gangue de passivité et de non-vouloir, en laquelle tend à le confiner et l'immobiliser le démocratismes. » Récemment, la CGT Goodyear semble s'être souvenu de ce vieil adage – écrit en son temps par l'anarchiste Émile Pouget, fondateur du syndicat précité – en s'en allant manifester leur colère chez les Versaillais du Salon de l'automobile, le 8 octobre dernier.

Les grands médias ont joué aux trois singes – aveugle, muet et sourds –, histoire de ne pas donner de mauvaises idées au reste du mouvement social. C'est dire qu'envahir le salon des capitalistes de l'auto, ça change des manif pantouflardes et des grèves journalières. Ça témoigne aussi d'une certaine radicalisation de la contestation actuelle qui commence enfin à s'émanciper de la camisole bureaucrate des grandes centrales syndicales et qui pourrait bien aboutir à cette grande grève générale que le mouvement ouvrier s'acharne tant à construire. Cette semaine s'est vue comblée par de multiples préavis de grèves illimitées pour le 12 octobre, au grand dam de certains dirigeants syndicaux qui, malgré l'ambition de la base, s'évertuent encore à repousser pareille idée. À ce propos, Bernard Thibault remporte la palme, affirmant qu'une telle grève « ne correspond pas à la pratique par laquelle on parvient à élever un niveau de rapport de force ». Sans doute les pique-niques syndicaux y contribuent plus largement...

De son côté, l'État fait mine de ne pas perdre la tête, et préfère davantage polémique sur le nombre de manifestants que sur les véritables enjeux de cette réforme.

Toujours en est-il que le mouvement social s'amplifie et commence à prendre conscience que d'autres pratiques, plus directes et radicales, sont nécessaires pour venir à bout de la réforme gouvernementale. Le 12 octobre nous dira ce qu'il en est et, lorsque vous lirez ces quelques lignes – a priori le 14 –, peut-être aurons-nous une économie paralysée et un gouvernement apeuré, tandis que nous travaillerons tous ensemble – travailleurs, usagers, consommateurs – à reprendre en main notre vie et à construire une nouvelle société.

VOUS SAVEZ que c'est parfois compliqué d'écrire un article pour *Le Monde libertaire*, déjà qu'on n'est pas plus payé qu'à CQFD (mais c'est toujours pour la bonne cause), en plus il faut jouer à Madame Irma. D'autant que vous, lecteurs et lectrices, avez des informations que je n'ai pas puisque vous ouvrez votre hebdomadaire préféré au plus tôt le 14 octobre et que, moi, je dois vous écrire ce papier pour le 8. Vous avouerez que c'est pas toujours facile de se bagarrer pour une révolution sociale et libertaire et pour une société sans classe ni État.

Bref. À l'heure où j'écris, donc, et faisant fi de leurs secrétaires et représentants nationaux et confédéraux, des syndicats, des unions locales ou départementales et des coordinations syndicales appellent à la reconductibilité de la grève contre la réforme des retraites à partir du 12. Il ne s'agit pas tout à fait d'un appel à la grève générale (cela entraînerait d'autres formes plus offensives) mais ça permet de continuer le mouvement. Tout le monde le sait, et a pu le vérifier, les journées d'action à répétition et à saute-mouton, ça ne sert à rien. Juste à se retrouver ensemble et à être contents d'être si nombreux. Après... Rien.

Les syndicats de la RATP ont été les premiers à appeler à reconduire (l'Unsa s'est retirée) et dans la plupart des transports urbains la CGT appelle à prolonger le mouvement jusqu'au 30 octobre. Dans les ports et docks, dans les transports, il en va de même. À la SNCF, même la CFDT s'est jointe aux autres syndicats pour appeler à des assemblées générales après le 12 et à reconduire le mouvement. Dans l'énergie, la CGT appelle à reconduire. Dans la Fonction publique, un préavis de grève a été déposé jusqu'au 18 octobre.

Au niveau du privé, la chimie semble également bien partie. Déjà après la journée du 23 septembre, des installations ont continué le mouvement 24 à 48 heures supplémentaires. La Fédération chimie CGT, qui tient son congrès du 11 au 15, a suivi l'appel de la coordination des syndicats CGT de Total pour reconduire le mouvement. Chez Arkema et Rhodia, qui s'étaient bagarrés pour la reconnaissance de la pénibilité du travail posté dans des atmosphères chimiques et qui avaient obtenu un départ en retraite anticipée, là

aussi la CGT (très majoritaire) appelle à la reconduction dès le 13 au matin, parce qu'il est hors de question d'« échanger les meilleures années de retraite contre les pires années de travail ».

Même Bernard Thibault se sent obligé d'envoyer à chaque militant un message appelant « à généraliser la tenue d'assemblées générales, de consultations sur les lieux de travail pour définir ensemble et démocratiquement les revendications, le rythme, les formes et les modalités de la reconduction de l'action après le 12 octobre ».

C'est une info pour personne, au niveau de la CFDT, on est plus timoré et, au moins au niveau chimie, il n'est appelé qu'à participer aux manifestations et même pas à arrêter les installations. Ce syndicat dit que c'est le nombre de manifestants qui sera déterminant et surtout « qu'il ne faut pas laisser la mainmise à la radicalisation voulue par le gouvernement pour diviser les Français à l'approche de l'élection présidentielle » (vous avez bien lu). C'est quasiment mot pour mot ce que dit le numéro deux de la CFDT, Marcel Grignard. Une façon de se distancier de mouvements de grèves au-delà du 12 et de signer. Mais qu'attendre de ces gens-là ?

En même temps, il y a Marseille qui est à la pointe de la lutte sociale, des agents du port au personnel des cantines, des fonctionnaires des impôts aux enseignants, des infirmières de l'hôpital St-Joseph aux caissières de Monoprix. Ça bouge donc et c'est plutôt enthousiasmant.

Nul doute que la journée d'action du 12 aura été très suivie mais s'il n'y a pas une véritable offensive, on ne fera pas reculer le gouvernement et les syndicats timorés mordront à l'hameçon gouvernemental et signeront.

Sarkozy et sa bande veulent montrer qu'ils sont les bons petits élèves des marchés financiers. S'attaquer aux retraites n'est que le début, ils ont encore plein de projets.

Alors voilà, je ne sais pas où en est arrivé le mouvement social aujourd'hui, alors que vous lisez ces lignes mais si le pays se met à ressembler à la Guadeloupe de l'an dernier, en grève générale, ou à Athènes en insurrection, ça serait vachement bien.

Jean-Pierre Levaray

Pour mettre État et patronat à la retraite : la grève générale

ENFIN ÇA POUSSE! Après plusieurs mois de mobilisation contre la réforme scélérate Sarkozy-Woerth encadrée dans des journées d'actions carrées, le mouvement social ne s'est ni essoufflé, ni résigné, mieux, il aborde enfin cette journée de grève du 12 octobre avec de nouvelles et réelles perspectives d'amplification et de généralisation de la lutte. Les préavis reconductibles se multiplient (SNCF, RATP, EDF, GDF Suez, Air France, Fonction publique, marins, ports, raffineries, pétrochimie, collectivités locales, hôpitaux, impôts, transports urbains, La Poste, France Telecom, Équipement, routiers, etc.), tandis que les étudiants et les lycéens conscients de l'avenir de chômage et de misère que leur prépare la contre-réforme sur les retraites se mobilisent massivement (116 lycées en grève ou bloqués le jeudi 7 octobre). Le gouvernement, qui affiche une unité et une détermination de façade, ne peut cacher sa fébrilité, conscient qu'il est de la détermination des grévistes et manifestants et d'un embrasement social très proche.

Les bureaucraties syndicales, engluées et compromises par l'accord sur la représentativité syndicale et leurs financements par l'État, ont tenté d'entraver et de retarder au maximum le développement d'un mouvement reconductible interprofessionnel en multi-

pliant les journées d'action, espérant que Sarkozy leur accorde les quelques miettes permettant une sortie « négociée » et « honorable » du conflit. On peut d'ores et déjà parier que dès que la porte des négociations s'ouvrira, les partisans de l'accompagnement, « à la recherche d'une piste d'atterrissage » (Canard enchaîné du 29 septembre), s'y engouffreront aussitôt. Seulement la rue a clairement exprimé son refus en bloc de la réforme tout comme des pseudo-négociations. Les grévistes et les manifestants sont conscient que cette nouvelle réforme antisociale est une escroquerie, un véritable hold-up sur nos futures pensions, et la promesse de lendemains toujours plus difficiles. La menace étant clairement identifiée, il s'agit désormais de créer le rapport de force nécessaire à la victoire et ne pas détourner nos efforts dans les impasses électorales et parlementaires vers lesquelles nos habiles politiciens et bureaucrates ne manqueront pas de nous diriger.

Espérer des prochaines élections de 2012, c'est se condamner aujourd'hui à l'inaction et donc à une victoire certaine du gouvernement et du capital, c'est une fois de plus demain se résigner à de cruelles désillusions, qui pouvant croire que la « gôche » au pouvoir s'attaquera concrètement aux inégalités et à l'injustice sociale? Les exemples grec et espa-

gnol démontrent encore une fois que la gauche n'a rien à envier à la droite lorsqu'il s'agit de brider les salaires, détruire les acquis sociaux et démanteler les services publics pour satisfaire les exigences du FMI (merci DSK) et de la finance internationale.

Le 12 octobre et au delà nous avons enfin l'occasion de construire tous et toutes ensemble une grève reconductible et interprofessionnelle. Mais pour être certain de ne plus être trahi comme en 2003 lors de pour la première bataille des retraites, ou en 2007 lors de la contre-réforme des régimes spéciaux, nous devons rester maître de nos luttes. Pour cela, nous devons nous organiser à la base, dans les assemblées générales souveraines, dans des comités de grève élus sur la base de mandats impératifs et révocables, fédérés localement puis régionalement et rester constamment vigilants. Le blocage de l'économie, notamment des transports routiers, ferroviaires et maritimes, est le moyen le plus rapide et le plus efficace pour faire capituler le gouvernement.

Le retrait de la contre-réforme Sarkozy-Woerth est une victoire à portée de main si l'on veut bien s'en donner les moyens, elle mettrait un terme à une succession ininterrompue d'attaques antisociales passées ou à venir (déremboursement des médicaments, gel des salaires, etc.) et liberticides (stigmatisation des Roms, déchéance de la nationalité, « guerre » contre les « quartiers »). Mais le maintien du statu quo ne pourra nous satisfaire. Le système par répartition est bien entendu à défendre et à conserver mais il maintient aussi les inégalités entre les classes, les sexes et les salaires. Pour nous anarchistes, l'abolition du salariat et la conquête de la véritable égalité économique et sociale sont les conditions indispensables à la construction d'une société de justice et de solidarité. Pour cela, la grève reconductible et interprofessionnelle ne suffira pas, la grève générale expropriatrice et gestionnaire est bien pour nous le préalable à la plus que jamais nécessaire révolution sociale et libertaire.



Julien

Groupe de Rouen
 de la Fédération anarchiste

Le théorème d'Archimerde

De la récupération électoraliste

À L'HEURE où ce numéro du *Monde libertaire* sera entre vos mains, la grève aura été reconduite – ou pas –, se sera amplifiée, ou le mouvement sera peut-être déjà relégué aux oubliettes de l'histoire, éteint faute de volonté de se battre. Les obstacles sont là, multiples. La possible absence de combativité en est un, la crainte légitime de perte de revenus également, et parmi ces obstacles, l'idée d'une victoire sans lutte, sans effort, sans sacrifices financiers, en s'en remettant aux promesses électorales du PS.

La croyance en l'électoralisme est certainement le pire écueil pour la grève générale illimitée. Il est si facile d'espérer en la gauche, d'attendre 2012...

Et pourtant, une partie significative des Français déclare ne pas croire en la promesse du Parti socialiste de ramener l'âge du départ à la retraite à 60 ans. Les mêmes disent également ne pas faire confiance aux politiciens. Des signes qui indiquent une méfiance réelle envers la classe politique.

Un vieux camarade, ouvrier et anarchiste, aujourd'hui disparu, Paul Chenard, animateur de l'émission *Le Père peinar*d sur Radio libertaire, aimait exposer son « théorème d'Archimerde » : « Toute revendication sociale plongée dans la politique en ressort comme un bâton merdeux. »

Ils sont tous là, politicards, autoritaires de tous poils, ennemis de l'autonomie ouvrière,

à vouloir transformer nos colères et nos révoltes en bulletins de vote. Peut-être que ce jeudi, le seul vote exprimé sera celui de la reconduction de la grève.

Les anarchistes, partout où ils le pourront, insuffleront des idées et des pratiques auto-gestionnaires. À ce moment là, surviennent toujours des hommes d'appareil et des craintifs pour nous opposer le langage de la prudence et du réalisme. Pour nous dire qu'il ne faut pas « aller trop loin ».

C'est justement là où nous voulons aller !

Laurent

Groupe libertaire d'Ivry
de la Fédération anarchiste



Quand l'autruche éternue...

C'est pas bientôt fini?

TIRANT TÊTE HORS DU TROU, qu'entends-je ? Il paraîtrait que, de long temps, les Roms étaient fichés par le maréchal des logis-chef Ludovic Cruchot et ses potes à chaussures à clous. Fichage en loucedé nous dit-on, à l'insu du plein gré de leurs supérieurs, qu'on nous dit. Les nudistes ayant levé le camp (comme les temps sont au rhabillage et aux corps cachés), les gendarmes et képis pas que de Saint-Tropez mènent désormais la chasse aux Roms. MENS n'est pas le nom d'un nouveau parfum pour Monsieur, mais celui du fichier en question : MENS, pour minorités ethniques non sédentarisées. Ce registre officieux aux connotations racistes, la place Beauvau, évidemment, « n'en a pas connaissance ». On s'en serait douté. De là à pousser le bouchon de vinasse jusqu'à jurer ne jamais l'avoir utilisé, il y a un pas de l'oie que les galonnés refusent, bien entendu, d'exécuter. Or, le hasard a voulu qu'à quelques jours de distance étaient révélées l'existence et de ce fichier MENS, et du manuscrit de la loi portant statut des Juifs, manuscrit annoté de la main même de Pétain. Avec ses petits mots écrits au crayon dans les marges, langue tirée et s'appliquant bien sur les déliés et les pleins, Pétain a, euphémisme, durcit à outrance cette loi : « pas de juifs dans l'éducation », « pas de juifs dans la justice », ... Quel rapport, dites-vous ? Quand les chefs se

montrent à ce point zélés, il n'y a pas à s'étonner de voir leurs subalternes l'être autant, parfois plus encore. Ainsi le discours de Grenoble, associé à certaine circulaire relative aux Roms, a activé la haine de tous les petits maréchal des logis-chef, lesquels sont, en France, pléthore.

D'aucuns d'entre eux campent également devant les galeries, les musées. Puisque que l'époque, disions-nous, est aux corps cachés, on place désormais des flics à l'entrée d'une exposition interdite aux moins de 18 ans, et on interdit aux ados de voir les photographies dont ils sont pourtant le sujet. Certes, le travail de Larry Clark n'est pas exempt de quelques culs, quelques bites, seringues et flingues. Et alors ? Alors la mairie de Paris, une fois de plus très en pointe en matière de libre expression, a préféré ne pas prendre de risques « face aux possibilités de voir arriver des plaintes ou des réactions de catholiques intégristes ». Ainsi s'exprime Christophe Girard, chargé de la culture près le sinistre Delanoë et partisan indéfectible des très académiques Nuits blanches. Les artistes devraient donc maintenant craindre les intégristes ? Ce n'est bien sûr qu'un piteux prétexte, la vérité étant qu'autocensure, quand tu nous tiens, c'est souvent par les couilles.

Cependant, le manque de courage ne saurait être l'apanage de la seule mairie de Paris : rue de Solferino, cette faiblesse est la chose la

mieux partagée. En pleine bataille sur les retraites on peut ainsi entendre Martine Aubry souffler : « Monsieur Fillon, c'est injuste ce que vous faites. » Quelle hargne, vraiment, quelle ténacité ! Sûr que Fillon en a pleuré. Surtout, Aubry précise : « L'exaspération qui monte dans ce pays, ce n'est pas sain. » Sic, et mordicus les gens si vous restez bien sages, on reviendra sur la réforme, dès que je serai élue à la magistrature suprême. En attendant rentrez chez vous, l'agitation ce n'est « pas sain ». Oui mais Strauss-Kahn, dans tout ça, Strauss-Kahn qui déclarait en mai que « si on vit jusqu'à 100 ans, on ne va pas continuer à avoir la retraite à 60 ans » (et pourquoi pas, au fait ?), et puis les autres guignolos, rose à la main mais pour la forme, poing oublié au fond de la poche à pognon, on leur fait quoi, confiance ? Le plus étonnant, finalement, n'est pas tant de voir les socialos une fois de plus tenter de calmer la colère qui monte, le plus étonnant reste que pas plus de gens que ça ne saisisse l'occasion qui nous est donné de poser et creuser la seule question qui vaille : c'est pas bientôt fini, ce travail ?

Frédo Ladrisse

<http://quand-l-autruche-eternue.over-blog.com/>

Violences à la manif No Border

Environ 500 arrestations sur 600 activistes à la manifestation No Border. On compte deux blessés graves (dont un camarade au crâne ouvert, gisant pendant une demi-heure au sol, inconscient, dans une marre de sang, avant que les secours arrivent pour l'emmener à l'hôpital). De nombreux blessés sur les 300 camarades ayant réussi à former un bloc anticapitaliste, seulement 20 personnes ont réussi à s'échapper, tous les autres ont été arrêtés. À suivre.

No GAV!

Le parquet général recommande à la Cour de cassation de déclarer les dispositions régissant la présence de l'avocat en garde à vue non conformes aux règles européennes, y compris pour les régimes dérogatoires (stupéfiants, terrorisme, criminalité organisée).

Présence anar aux manifs retraites

Le 2 octobre, des camarades de la Fédération anarchiste étaient présents à Nîmes. En fin de manif, organisation d'une assemblée générale en pleine rue pour la grève générale qui a rassemblé 50 personnes. Encore du travail à faire! À Besançon, 10 000 personnes dans les rues. Quelques établissements en grève. Difficulté de mobiliser et de se projeter dans une grève reconductible. Grosse manif encore à Poitiers, 30 000 personnes environ, bon cortège libertaire du groupe Pavillon noir, drapeaux, banderoles chants et slogans anars. Toujours bien encadrés par la police (une douzaine de bakeus rien que pour nous, quel privilège!). Bref: la mobilisation ne faiblit pas. Enfin, le jeudi 7, dans plusieurs villes, des centaines de lycéens ont manifesté contre le

projet de réforme des retraites. Un d'jeune espoir?

Grève illimitée chez les marins

La Fédération nationale des syndicats maritimes (FNMS) CGT a annoncé qu'elle appelait les 40 000 marins du commerce, de la pêche et personnels sédentaires employés par les compagnies maritimes à des mouvements de grève reconductible à compter du 12 octobre sur les retraites.

Dans la vie, faut pas s'en faire!

Au moment de la réforme des retraites certains n'ont pas à se faire de soucis. Le groupe LVMH dirigé par Bernard Arnaud, grand ami du président, accueille deux petites nouvelles au sein de son conseil d'administration: Bernadette Chirac, jeune espoir de la finance française, grande spécialiste du luxe à travers le monde (!) et Florence Woerth, femme du ministre du Budget. Cette dernière est nommée au conseil de surveillance de la société Hermès, filiale de LVMH. Ces nominations devraient permettre à leurs maris de ne pas travailler jusqu'à 67 ans. M^{me} Woerth était déjà en charge de la gestion du patrimoine de Liliane Bettancourt, 1^{re} fortune de France. Le changement dans la continuité, en quelque sorte!

Roms toujours

Quatre associations ont déposé plainte contre un « fichier ethnique, illégal et non déclaré » de la gendarmerie sur les Roms et les gens du voyage, l'existence de tels fichiers ayant toujours été niée par le gouvernement français.

Les médecins déçus eux aussi

Dans son compte rendu d'assemblée générale, la Coordination des

PH du MDHP constate que peu de médecins croyaient au respect des engagements de démission pris il y a un an, à l'annonce du plan de suppressions de 4 500 emplois sur quatre ans... Et en effet, seul le président de l'intersyndicale des médecins des hôpitaux de Paris a démissionné de la CME à ce jour. Le directeur de la politique médicale Jean-Yves Fagon a également démissionné, scandalisé de ne pas être au directoire, alors que le directeur des ressources humaines et celui des finances y étaient nommés. Les autres membres de la coordination ont du mal à donner leur démission « au moment où une nouvelle directrice arrive ». Ils semblent croire encore à leur pouvoir de négociation directe et ne semblent pas avoir lu les décrets d'application d'HPST. Ils sont indignés de l'absence de concertation et des restructurations sauvages ayant pour principal motif l'économie budgétaire. Selon le communiqué « ils ne se résignent pas à être devenus impuissants à sauver les meubles ». Aux innocents les mains pleines... Pendant ce temps là, le cassage de l'hôpital public va bon train! Parallèlement, l'AP-HP étudie les possibles sources de rentrée d'argent à court terme, dont la facturation des chambres individuelles. Une mesure déjà appliquée par de nombreux CHU de province (petit dej compris?), mais inédite dans les hôpitaux parisiens.

Sans frontières!

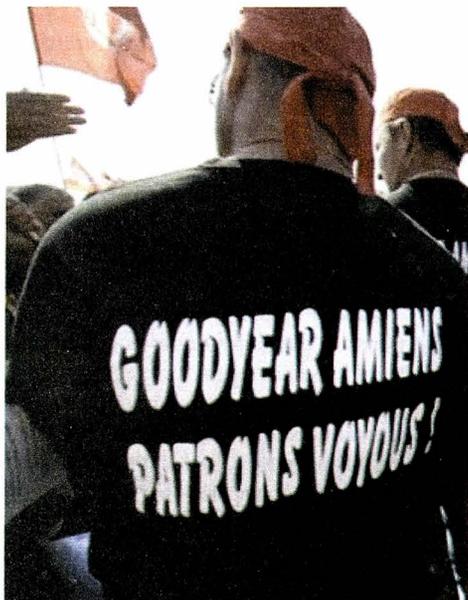
Médecins sans frontières (MSF) lance jeudi une campagne internationale sous le slogan « UE: Touche pas à nos médicaments! ». Cette initiative a pour but de mettre fin aux tentatives européennes revenant à limiter l'accès des patients des pays en voie de développement aux médicaments génériques indiens peu chers.

PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



Amiens-sur-Seine à Versailles

Quand 3 000 salariés de Goodyear envahissent le Salon de l'auto



DRÔLE DE TITRE pour un article dans *Le Monde libertaire*? Pourtant tout y est... Les travailleurs de l'usine de pneus Goodyear à Amiens (Somme) ont défilé des rives de la Seine à la porte de Versailles, à Paris, vendredi 8 octobre¹.

Les diverses chaînes de télévision ont à notre connaissance occulté l'événement. Pourtant près de 3 000 salariés de l'automobile ont envahi le Salon de l'auto...

C'était à l'appel de la région métallurgie CGT Nord-Pas-de-Calais. Un des mots d'ordre résumait bien l'enjeu: « On se bat sur les deux fronts, pour nos emplois et aussi pour avoir une retraite. » Et comme l'a dit Michael Wamen, secrétaire CGT de Goodyear Amiens: « Les gens inhalent du caoutchouc, bossent en trois huit, qui peut penser sérieusement qu'on peut durer jusqu'à 62 ans? »

Des heurts avec les CRS ont eu lieu avec horions et gaz lacrymogènes... On a même entendu « CRS SS »!²

Dans des tracts CGT on pouvait lire « décidons ensemble la grève générale ». Il était aussi rappelé que lors du 49^e congrès de la région CGT métallurgie du Nord-Pas-de-

Calais, il avait été dit que « le combat pour les retraites serait un moment de vérité et qu'il nous faudrait changer de stratégie de lutte si nous voulions gagner cette bataille ». Diable, qu'en pensent les instances syndicales de la porte de Montreuil?

Car c'est toujours là le problème. La CGT a le vent en poupe et Thibault et consorts laissent la bride sur le cou à une base qui veut en découdre. De leur côté, « les lycéens s'en mêlent³ ».

L'été indien saura-t-il tenir ses promesses ou la realpolitik des boutiques syndicales représentatives réussira-t-elle à dévier la colère ouvrière? Espérons.

Jean-Pierre Germain

1. Certes il n'y avait pas qu'eux, mais avec d'autres, ce sont les plus emblématiques!

2. Il ne manquait plus que « À bas l'État, les flics et les patrons »!

3. Bernard Thibault a dernièrement promis que la CGT « ira jusqu'au bout ». C'est du lard ou du cochon?

Accès aux soins

Mieux vaut être riche qu'étranger et pauvre

L'ASSEMBLÉE vient de voter par 112 voix contre 82 en faveur d'une disposition visant à limiter l'accès à un titre de séjour aux étrangers atteints d'une maladie grave et qui ne peuvent être soignés dans leur propre pays. Depuis la loi Chevènement de 1998, un étranger, gravement malade, pouvait bénéficier d'un titre de séjour à la condition de ne pas avoir « effectivement » accès aux soins dans son pays d'origine. Selon le ministre de l'Immigration, Éric Besson, il y aurait actuellement quelque 30 000 personnes bénéficiant de cartes de séjour pour étrangers malades. C'en est trop pour Thierry Mariani qui a fait valoir que « la disposition en faveur des étrangers malades, interprétée de façon très généreuse par deux décisions du Conseil d'État en date d'avril 2010, fai-

sait peser une obligation déraisonnable sur le système de santé français ». Il a jugé que la mesure ouvrait un droit au séjour potentiel à tout étranger ressortissant d'un pays ne bénéficiant pas d'un système d'assurance social comparable au nôtre.

Jeux de maux

Pour corriger ce qu'il qualifie de « dérive », Mariani avait proposé de remplacer la notion de « nonaccès effectif » au traitement inscrite dans les textes par celui « d'inexistence » du traitement dans le pays d'origine. Éric Besson, dans sa grande mansuétude, a proposé de changer la notion « d'inexistence » du traitement dans le pays d'origine par le mot « indisponibilité ». Inexistence ou indisponi-

bilité, qu'est-ce que cela change pour les personnes malades concernées? Aujourd'hui, tandis que les épidémies se propagent à une allure folle dans les pays pauvres, qui n'ont, soit pas les moyens d'acquérir les traitements, soit n'en ont pas la volonté, quel choix reste-t-il aux personnes atteintes, sinon celui de tenter leur chance dans les pays dits développés? Se résigner et se laisser mourir exclus des soins et sans espoir de solidarité? C'est indécis, quand on voit qu'un petit nombre de privilégiés de nos pays riches pétent dans la soie et se foutent du tiers monde comme du quart. Ah! Les salops...

Patrick Schindler
Groupe Claaaaaash

Petite histoire du fichage de l'enfance au quotidien

LA SEMAINE DERNIÈRE, une journaliste du site slate. fr se demandait: « Quel est l'intérêt, pour l'Éducation nationale, de connaître le nom et l'adresse de la personne qui va chercher Paul, 6 ans, à l'école primaire de son village, le mercredi après-midi. »

Le Collectif national de résistance à Base élèves (CNRBE) n'a toujours pas la réponse à cette question, ou plutôt, il craint de la connaître, d'autant plus qu'il a confirmation depuis le 24 septembre que l'Éducation nationale veut absolument savoir où Paul est né !

L'histoire se passe vendredi matin 24 septembre 2010, dans une école à classe unique du Vaucluse. Alors qu'enfants et enseignante sont en classe, l'inspectrice de circonscription, mandatée par l'inspecteur d'académie, arrive à l'école et demande à récupérer les fiches de renseignements des enfants pour entrer elle-même les données dans la Base élèves, car l'enseignante ne les a pas saisies. En effet, huit des neuf familles de l'école lui ont adressé une lettre pour faire valoir leur droit d'opposition au fichage de leurs enfants dans le fichier Base élèves premier degré, droit qui a été rétabli par le jugement du Conseil d'État du 19 juillet 2010. Obligée d'interrompre la classe, l'enseignante envoie les enfants en récréation, puis remet les lettres d'opposition des parents à l'inspectrice. Celle-ci passe outre et finit par obtenir les fiches d'urgence, sur lesquelles ne figurent pas toutes les données dont elle a besoin, et en particulier le lieu de naissance des enfants. Qu'à cela ne tienne, l'inspectrice sort alors dans la cour de l'école et court après chaque enfant l'un après l'autre pour lui demander où il est né !

Outre le fait que la collecte de cette information particulièrement sensible doit obligatoirement faire l'objet d'une demande écrite aux parents, on se demande jusqu'où cette inspectrice serait prête à obéir aux demandes de sa hiérarchie ou à agir de sa propre initiative: demander à chaque enfant quelle langue il parle chez lui, quelle est sa religion, s'il a des problèmes de santé, si ses parents sont séparés, quel est leur travail, s'ils sont au chômage, s'ils ont des problèmes d'argent, des problèmes avec la justice, s'ils font de la politique, ou pourquoi pas, accompagner les enfants jusque chez eux pour connaître leur adresse exacte ?

L'histoire, déjà tristement extraordinaire, prend tout son sel deux mois presque jour pour jour après le jugement du Conseil d'État qui a annulé l'arrêté portant création de la Base nationale des identifiants élèves (BNIE) dans laquelle est effectivement entré le lieu de naissance des enfants, et l'arrêté du 20 octobre 2008 portant création de la Base élèves, « en tant qu'il interdit expressément la possibilité pour les personnes concernées de s'opposer, pour des motifs légitimes, à l'enregistrement de données personnelles les concernant au sein de Base élèves premier degré ».

Le CNRBE constate que, loin de se mettre en conformité avec le jugement du Conseil d'État, le ministère de l'Éducation nationale persiste dans son entreprise illégale de fichage de l'enfance, utilisant tous les moyens, y compris les plus déloyaux. Il demande que cesse le harcèlement quasi quotidien envers les directeurs d'école qui se conforment au jugement du Conseil d'État et aux recommandations du Comité des droits de l'enfant de l'Onu en n'utilisant pas la Base élèves. Il appelle plus que jamais tous les parents d'élèves à se saisir de leur droit d'opposition, rétabli par le Conseil d'État.

Toute parcelle de liberté reconquise s'use si on ne s'en empare pas.

**Le Collectif national
de résistance à Base élèves**
27 septembre 2010



L'Homme, meilleur ami du cheval

Patrice

Individuel Calvados
de la Fédération anarchiste

LA PRESSE RÉGIONALE QUOTIDIENNE apporte parfois quelques surprises qui la rendent intéressante à parcourir. Dans Ouest-France daté du mercredi 22 septembre 2010, édition Saint-Lô et Coutances, on put lire un article titré « Un labo d'autopsie très à cheval ». Un titre qui suscite quelque peu la curiosité; c'est un peu le rôle d'un titre, non? Une présentation rapide dit que « près de Dozulé, l'Institut de pathologie équine pratique 300 autopsies par an. Il dispose d'un labo flambant neuf ». Rien de bien méchant, en effet le secteur équin est un secteur économique important dans la région de la Basse-Normandie et comme tout secteur économique, il nécessite des infrastructures comme des laboratoires de recherche, voire, pourquoi pas, des centre d'autopsie afin de mieux connaître les causes de décès des chevaux; une meilleure connaissance de la biologie peut amener des progrès au niveau des soins, des médicaments, des techniques d'élevage. Puis juste en dessous de l'article, cette précision: « 2,2. C'est le coût en millions d'euros de cet équipement. En moyenne, une autopsie de cheval coûte 1100 euros. Mais grâce aux aides, notamment de la région, qui a déjà investi 14 millions dans ce

site, elles sont facturées 150 euros. » Que l'équipement coûte 2,2 millions d'euros, pourquoi pas? Qu'une autopsie de cheval coûte 1100 euros, pourquoi pas? Mais là où ça devient choquant, c'est dans la suite. La région paye pour des autopsies en plus d'avoir participé aux investissements du site. On rembourse donc 1100 — 150 = 950 euros aux propriétaires de chevaux. Claire Laugier, la directrice de l'Institut, indique: « Nos clients sont des directeurs de haras, des propriétaires, vétérinaires ou assurances. » Alors qu'il est de bon ton dans les discours politiques de dire qu'il y a des trous dans la Sécurité sociale, qu'il devient difficile de financer les hôpitaux, de rembourser les frais de soins à des êtres humains, nous trouvons de l'argent public pour financer des installations pour chevaux, rembourser des riches déjà couverts par le bouclier fiscal, ceux-là mêmes qui ne veulent pas payer d'impôts mais demandent qu'on les aide à faire face aux coûts induits par leurs richesses ou signes extérieurs de richesse. Ne voit-on pas le scandale qu'il y a derrière tout ça, et en plus on va nous faire croire, à nous les contribuables, qu'il faut faire des efforts supplé-

mentaires en matière de fiscalité pour aider la région à subvenir à tous ses besoins. On laisse crever des êtres humains dehors, dans le froid et le dénuement, on chasse des squatteurs des lieux qu'ils ont investis pour y créer une dynamique sociale mais on dorlote les propriétaires de chevaux. Ce sont bien des choix de société, aider les riches et laisser crever les pauvres tout en prenant l'argent dans les poches des contribuables des couches populaires et des classes moyennes.

À l'heure, donc, où le gouvernement cherche à réduire le déficit de la Sécurité sociale (même s'il a annoncé que la réforme était reportée, ce qui ne veut donc pas dire abandonnée), est-il digne de subventionner les autopsies d'un cheval mort ou bien de subventionner une installation d'imagerie sur les affections locomotrices de ces braves animaux quand on veut faire payer plus et encore plus les malades pour réduire le trou de la Sécurité sociale? Eh oui, les chevaux ont droit à un Centre d'imagerie et de recherche sur les affections locomotrices équines (Cirale, quel bel acronyme!) à Goustranville. Est-il acceptable de subventionner des installations s'adressant à des animaux et à leurs propriétaires (riches) alors qu'on laisse mourir des êtres humains qui ne peuvent pas recevoir de soins faute de moyens et de solidarité de la part de la société? Est-il normal de subventionner ces installations alors qu'on restructure le secteur de la santé en supprimant des maternités de proximité, qu'on supprime des centres hospitaliers de proximité pour rationaliser les soins? Poser ces questions, c'est déjà y répondre: non!

Pour les tenants du pouvoir et les riches, ces questions ne se posent même pas, ils ont choisi leur camp; pour eux, la spoliation des richesses sociales et l'inutilité de l'être humain au détriment de valeurs sociétales que nous défendons: la dignité humaine, et la solidarité dans l'égalité et la liberté, pas la liberté des libéraux et/ou libertariens.

Alors, pas d'argent pour la Sécurité sociale, pas d'argent pour les retraites, pas d'argent pour payer les fonctionnaires (excluons les policiers, militaires et autres mercenaires et parasites au service du pouvoir et des capitalistes), mais de l'argent pour du futile et pour les riches, pour les chevaux, qui d'amis de l'homme seraient devenus ses ennemis, qui de bêtes de somme et de trait sont devenus plus important que l'être humain, lui qui sera bientôt rangé dans le placard des objets inutiles. Quelque chose est vraiment pourri dans notre société! P.



Bruxelles, ma belle...



C'ÉTAIT PARTI pour être une belle manifestation : drapeaux, ballons, pétards, flonflons...

Outre le côté réformiste et « pro-croissance » de la CES (Confédération européenne des syndicats, fondée en 1973) qui l'organisait, la manif du 29 septembre dernier de Bruxelles avait l'avantage de rassembler près de 100 000 salariés représentant près de trente pays européens. Dans un contexte général de crise du capitalisme financier et de recul des solidarités (retraites, services publics), tous se retrouvent dans des revendications semblables : ne pas faire les frais de la crise, stopper les licenciements, les baisses de salaire. Ce mouvement s'accompagnait d'une grève générale en Espagne et d'appels à des arrêts de travail dans certains secteurs en Grèce et en France.

Cela aurait pu être le début d'une jonction entre deux composantes du mouvement social qui se croisent plus qu'elles ne s'unissent : d'un côté, le monde du travail, de l'autre les militants No Border. En effet, quelque 400 jeunes étaient installés depuis le 24 septembre à Bruxelles pour un camp dénonçant les centres fermés, les prisons, la chasse aux immigrés et, plus globalement, le système capitaliste.

Mais c'était sans compter sur la présence massive d'une police entraînée à l'intervention urbaine. D'un côté, les casqués, eux, c'est clair, on les reconnaît. Mais aussi les « dégui-

sés en civil » qui foncent sur des individus ciblés pour les extraire du groupe.

Dès le début du rassemblement, à la sortie du métro, 150 arrestations « préventives » ont été opérées et une banderole interdite car elle portait un A cerclé !

Plus tard, en arrivant devant la porte de Hal, des militants No Border ont tenté de constituer un cortège pour se joindre aux manifestants. Là, il y a eu un déploiement de force pour bloquer momentanément le défilé. Le but des flics était clairement de séparer les jeunes du reste des manifestants et de les arrêter. Les coups ont plu dans tous les sens. Résultat : deux blessés graves, une trentaine d'arrestations.

Pour l'anecdote, une copine de Rouen, après avoir reçu un coup de matraque sur le bras, qui lui occasionnera un arrêt de huit jours, a cherché secours auprès d'une ambulance de la Croix-Rouge. Mais à l'intérieur, point de soignants : un flic muni d'une caméra était en train de filmer les manifestants. On ne peut plus compter sur personne !

C'était aussi oublier l'indifférence, voire pire, la complicité de groupes entiers de syndicalistes (dont notre chère CFDT), qui, malgré des appels répétés à stopper la manif, à faire blocage à la police – ce qui était dans nos moyens –, continuaient de manifester comme si de rien n'était. Pas assez nombreux, les quelques militants de Solidaires, CGT et autres

inorganisés n'ont pu les convaincre d'arrêter la manif ; seuls les slogans contre la police ont été entendus.

Au final, près de 250 arrestations préventives, alors qu'aucune violence n'a été exercée par les No Border. On est ciblé comme potentiellement dangereux dès lors que l'on a moins de 30 ans, que l'on est habillé en noir et que l'on ne porte pas d'autocollant syndical. Le droit de manifester est clairement remis en cause, les syndicats qui laissent faire sont complices du pouvoir.

Sur le plan humain, non seulement, il est inadmissible de rester impassible face aux violences policières. Mais sur le plan tactique, aucun mouvement social ne pourra gagner durablement sans la jonction de toutes ses composantes. C'est cette jonction que craint le pouvoir. Reprendre à son compte le discours de la police et des médias sur « les jeunes dangereux », séparer les bons manifestants des mauvais, est non seulement criminel mais voue tout mouvement social à l'échec.

Depuis, les No Border ont porté plainte et la Ligue des droits de l'homme de Bruxelles a édité un communiqué. La Fédération anarchiste se joint à leurs protestations.

Virginie Benito

Groupe de Rouen
de la Fédération anarchiste

Le monstre dans le miroir

Voici un nouvel article de cette militante non violente indienne, écrivain mondialement connue. Après un texte sur la situation coloniale intérieure de l'Inde, voici, condensé, le texte qu'elle a écrit après les attentats de Mumbai (Bombay) en novembre 2008 et qui pose, encore, le problème du terrorisme, musulman contre hindou cette fois. L'analyse a deux ans mais nous semble toujours pertinente. Une version complète est disponible dans le dernier numéro de la revue libertaire internationale en ligne *Divergences*. Traduction de Jean-Manuel Traimond.

Arundhati Roy

ALORS QUE SÉVISSAIT le carnage à Mumbai (Bombay) [novembre 2008, NdR], nos chaînes de télévision nous informaient que nous regardions « le 11 septembre de l'Inde ». Alors, comme pour des acteurs dans le remake Bollywoodien d'un vieux film de Hollywood, on attend de nous que nous jouions notre rôle, et que nous disions nos répliques, même si nous savons que tout, déjà, a été fait et dit.

Cependant que la tension montait dans la région, le sénateur américain John McCain a averti le Pakistan que si on n'y agissait pas avec célérité pour arrêter les « méchants », il savait de sources personnelles que l'Inde lancerait des frappes aériennes sur des « camps terroristes » au Pakistan et que Washington ne pourrait rien faire, parce que Mumbai, c'est le 11 septembre de l'Inde.

Mais novembre n'est pas septembre, 2008 n'est pas 2001, le Pakistan n'est pas l'Afghanistan et l'Inde n'est pas l'Amérique. Alors, il faudrait peut-être se réapproprier notre propre tragédie, et chercher dans les débris avec nos propres cerveaux et nos propres cœurs brisés, afin d'arriver à nos propres conclusions.

L'attaque contre Mumbai n'est que la plus récente d'une série d'attaques terroristes contre les villes indiennes cette année. Ahmedabad, Bangalore, Delhi, Guwahati, Jaipur et Malagaon ont toutes été victimes d'attaques à la bombe qui ont tué et blessé des centaines de personnes ordinaires. Si la police ne s'est pas trompée, parmi les suspects arrêtés il n'y a que des citoyens indiens, tant hindous que musulmans. Ce qui indique, à l'évidence, que quelque chose ne va pas dans ce pays.

Si vous regardez la télévision, il se pourrait que vous ne sachiez pas que, à Mumbai aussi, des gens ordinaires sont morts. Ils ont été abattus dans une gare très fréquentée et dans un hôpital public. Les terroristes n'ont pas choisi entre riches et pauvres. Ils ont tué d'un côté comme de l'autre avec un égal sang-froid.

Toutefois, les médias indiens ont été fascinés par la marée montante de l'horreur qui a débordé les cinquantaines barricades de « l'Inde brillante », pour répandre sa puanteur dans le marbre des lobbys et le cristal des salles de bal de deux hôtels incroyablement luxueux, ainsi que d'un petit centre juif. On nous dit que l'un de ces hôtels est un symbole de Mumbai. Absolument exact. C'est un symbole de l'injustice facile, obscène que les Indiens ordinaires

supportent chaque jour. En un jour où les journaux sont emplis d'émouvantes nécrologies signées par des célébrités, au sujet des chambres d'hôtel dans lesquelles ils ont dormi, des restaurants gastronomiques qu'ils aimaient et du personnel qui les servait, en ce jour donc, un petit encadré en haut à gauche des pages intérieures d'un journal national disait « Hungry, Kya? » (« Vous avez faim, non? »). Après quoi, avec les meilleures intentions du monde, je n'en doute pas, le journal rappelait que, sur l'échelle internationale de la faim, l'Inde se trouve au-dessous du Soudan et de la Somalie.

Mais évidemment, ce n'est pas cette guerre-ci. Celle-là exerce toujours ses ravages dans les quartiers des intouchables, les bastis Dali, de nos villages et dans les bidonvilles de nos gigantesques villes. Cette guerre-là n'est pas sur nos écrans de télévision. Pas encore.

Alors, peut-être que, comme tout le monde, il va falloir que nous nous occupions de celle qui s'y trouve.

Il y a une faille brutale, sans pitié, qui court le long du discours contemporain sur le terrorisme. Il y a ceux – A – qui voient le terrorisme, en particulier le terrorisme islamiste, comme un fléau haineux, fou, qui tourne sur lui-même, selon sa propre orbite, sans aucun lien avec le monde qui l'entoure, sans aucun lien avec l'histoire, la géographie, l'économie. Ils disent qu'essayer de mettre le terrorisme dans un contexte politique, ou simplement essayer de le comprendre, équivaut à le justifier et constitue un crime en soi.

D'autres – B – pensent que, quoique rien ne puisse ni excuser ni même justifier le terrorisme, celui-ci existe cependant en un lieu précis, un temps précis, un contexte politique précis; et que refuser de voir ceci ne peut qu'aggraver le problème et mettre en danger de plus en plus de gens. Ce qui constitue un crime en soi.

Les déclarations de Hafiz Saeed, qui a fondé le Lashkar-e-Taiba (L'armée des purs) en 1990, et qui appartient à la tradition dure de l'islam salafiste, renforcent certainement le point de vue A. Hafiz Saeed approuve les kamikazes à la bombe, hait les juifs et les chiïtes, la démocratie, et pense que le jihad devrait être mené jusqu'à ce que l'islam, son islam, règne sur le monde.

Mais où A rangerait-il les déclarations de Babu Bajrangi [un hindou. NdT] d'Ahmedabad,



en Inde, qui se dit démocrate et pas terroriste ? Il a été l'un des hommes-clés du génocide de 2002 dans le Gujarat et a déclaré aux caméras : « Nous n'avons pas épargné une seule boutique musulmane, nous avons mis le feu partout. Nous avons haché et incendié. Nous croyons à l'incendie, parce que ces bâtards ne veulent pas être incinérés, ils en ont peur. J'ai juste un seul dernier vœu, qu'on me condamne à mort, que je sois pendu m'importe peu, mais donnez-moi juste deux jours avant ma pendaison et j'irais à Juhapura où sept ou huit cent mille de ceux-là habitent, je les finirais ! »

Et où donc A placerait-il la bible du Rashtriya Swayamsevak Sangh (Nous, ou notre nationalité définie) écrite par M. S. Golwalkar, qui devint le chef du RSS en 1944 ? (Le RSS est le cœur idéologique du parti fondamentaliste hindou, le Baratiya Janata Party, BJP, et de ses milices.)

On y lit : « Depuis ce jour maudit où les musulmans firent le premier pas dans l'Hindoustan, jusqu'au jour d'aujourd'hui, la nation hindoue a combattu courageusement contre ces spoliateurs. L'esprit de la race s'est éveillé. »

Ou : « Pour conserver la pureté de sa race, l'Allemagne a choqué le monde en purgeant le pays des races sémitiques, les Juifs. L'orgueil racial s'est manifesté là à son plus haut degré [...]. Une bonne leçon pour nous, en Hindoustan, dont nous devrions tirer bien des enseignements. »

Bien entendu, les musulmans ne sont pas les seules cibles de la droite hindoue, les Dalits (les intouchables) le sont aussi et constamment.

Pendant ce temps, Hafiz Saheed mène une vie d'homme respectable à Lahore (Pakistan) en tant que chef de la Jamaat-ud-Daawa, que beaucoup jugent être une couverture pour Lashkar-e-Taiba. Au son de sermons vicieux et enflammés, il continue à recruter des jeunes garçons pour son propre jihad de fanatique. Babu Bajrangji mène une vie non moins respectable dans le Gujarat (Inde). Deux ans après le génocide, il a quitté le Vishwa Hindu Parishad (VHP), une milice du RSS, pour rejoindre le Shiv Sena, un autre parti nationaliste de droite. Narendra Modi, l'ancien mentor de Bajrangji, est toujours le Premier ministre du Gujarat.

Donc, l'homme qui a mené le génocide au Gujarat a été réélu deux fois et jouit du profond respect de Reliance et Tata, les plus grandes entreprises indiennes. Et comme si cela ne suffisait pas à compliquer notre démocratie laïque, il faut dire officiellement qu'il y a abondance d'organisations musulmanes en Inde tout aussi bigotes et étroites d'esprit ! Bref, si je devais choisir entre A et B, je prendrais B. Nous avons besoin de comprendre les choses dans leur contexte. Toujours.

Dans ce sous-continent nucléarisé, le contexte c'est la séparation, en 1947, entre l'Inde et le Pakistan. La partition déclencha le massacre de plus d'un million de personnes et la plus vaste migration d'une population humaine de l'histoire contemporaine. Huit millions de personnes, hindous fuyant le Pakistan musulman, musulmans fuyant la nouvelle Inde, quittèrent leurs foyers sans rien d'autre que leurs vêtements.

Chacune de ces personnes porte, et transmet, une histoire d'inimaginable douleur, de

haine, d'horreur et aussi de nostalgie. Cette blessure, ces muscles déchirés mais pas disparus, ce sang et ces os fracassés nous enferment encore dans un nœud de haine, de terrifiante familiarité et d'amour. Elle a laissé le Cachemire dans un cauchemar dont il ne semble pas qu'il puisse émerger, un cauchemar qui a coûté 60000 vies. Le Pakistan, la « terre des purs », devint une république islamique, puis très vite un État militaire corrompu, violent, ouvertement intolérant vis-à-vis de toute autre foi.

L'Inde s'est déclarée comme une démocratie inclusive et laïque. C'est là une entreprise magnifique, mais les prédécesseurs de Babu Bajrangji ont travaillé dur, dès les années vingt, à injecter leur poison dans le sang de l'Inde, à miner cette idée de l'Inde, avant même qu'elle ne soit née ! En 1992, des foules hindoues exhortées par L.K. Advani ont envahi la mosquée Babri Masjid et l'ont démolie. En 1998, le BJP était au pouvoir, au centre du pouvoir. La « guerre contre la terreur » américaine les a renforcés. Elle leur a permis de faire exactement ce qu'ils voulaient, même de commettre un génocide et de présenter leur fascisme comme une forme légitime de démocratie chaotique. Ceci s'est passé à une époque où l'Inde ouvrait son énorme marché à la finance internationale et il était dans l'intérêt de la finance internationale, et des médias qu'elle possède, de lui donner l'image d'un pays infallible. Ceci a donné aux nationalistes hindous l'impunité et l'impact dont ils avaient besoin. Voilà donc le contexte historique du terrorisme du sous-continent et des attentats de Mumbai.

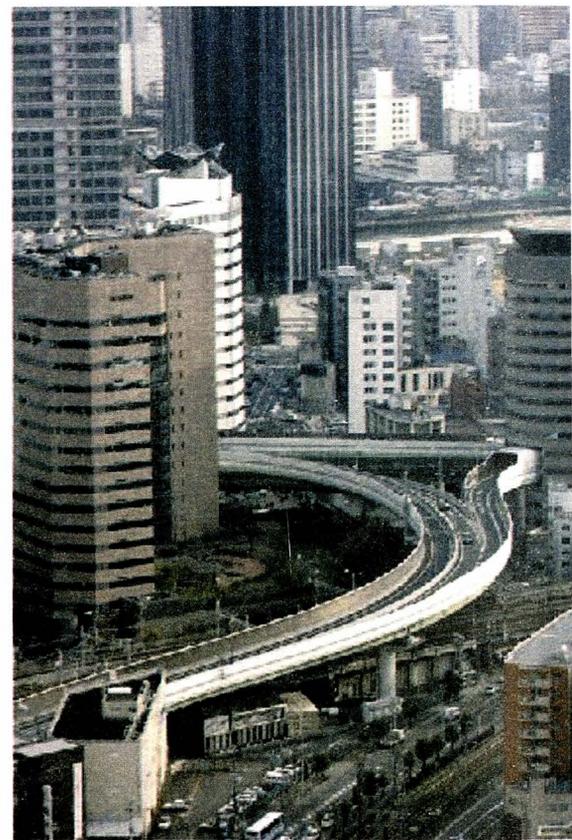
Presque toujours, lorsque ces histoires se démêlent, elles révèlent un complexe réseau mondial de petits soldats, de formateurs, de recruteurs, d'intermédiaires, d'agents secrets d'espionnage et de contre-espionnage travaillant, non seulement des deux côtés de la frontière indo-pakistanaise, mais dans plusieurs pays en même temps. Dans le monde d'aujourd'hui, essayer de définir la provenance d'un attentat terroriste et de l'isoler au sein des frontières d'un seul État-nation ressemble beaucoup à essayer de définir la provenance des fonds de la finance. C'est à peu près impossible.

Le Pakistan se rapproche de la guerre civile, en grande partie à cause du rôle qu'il a dû jouer en tant qu'allié des États-Unis, d'abord dans la guerre avec les islamistes afghans, puis contre eux. Son territoire étouffé sous ces contradictions. L'armée pakistanaise et les services spéciaux ont soutenu les organisations islamistes fondamentalistes. Après avoir donné vie à ces créatures de Frankenstein et les avoir lâchées dans la nature, les États-Unis ont cru pouvoir les ramener au pied, comme un pitbull obéissant. Ils ne s'attendaient en tout cas pas à les voir frapper à la porte, le 11 septembre. Alors, une fois de plus, il a fallu refaire l'Afghanistan, violemment. À présent, les débris d'un Afghanistan ravagé s'échouent sur les frontières pakistanaises. Personne, et surtout pas le gouvernement pakistanaise lui-même, ne conteste que celui-ci gouverne un pays au bord

de l'implosion. Les camps terroristes, les mollahs enflammés et les maniaques qui croient que l'islam va, ou devrait, gouverner le monde sont en majeure partie le débris de deux guerres afghanes. Leur colère frappe le gouvernement pakistanaise et les civils pakistanaise autant, sinon plus, que l'Inde.

Si, à ce point, l'Inde décide la guerre, la chute dans le chaos de la région tout entière sera complète. Les débris d'un Pakistan en faillite, détruit, échoueront sur les frontières de l'Inde ; une menace encore jamais vue. Si le Pakistan s'écroule, attendons-nous à posséder, comme voisins, des millions d'acteurs non étatiques. Mais en possession d'un arsenal nucléaire !

Bien sûr, le bon côté d'une guerre avec le Pakistan est qu'elle est le meilleur moyen pour l'Inde de ne pas s'occuper de ses pres-



sants problèmes intérieurs. Les attentats de Mumbai ont été retransmis en temps réel (et exclusivement) sur à peu près toutes nos chaînes de télévision, sans parler des étrangères. Les présentateurs dans leurs studios et les reporters dans le feu de l'action n'ont pas cessé un moment leurs commentaires excités. Pendant trois jours et trois nuits, nous avons vu, incrédules, un petit groupe de très jeunes gens, armés de mitraillettes et de gadgets, démontrer l'impuissance de la police, des troupes d'élite de la National Security Guard et des commandos de marine de notre nation, officiellement puissante et nucléaire. Et ils en ont profité pour massacrer sans faire de différences des gens sans armes dans les gares, les hôpitaux et les hôtels de luxe, sans

s'arrêter à leur classe, leur caste, leur nationalité.

Le nonchalant penchant des gamins terroristes à tuer – et être tué – a hypnotisé le public du monde entier, là c'était du neuf. Les taux d'audience explosaient. Demandez à un quelconque magnat de la publicité, du genre qui mesure le temps en secondes, pas en minutes, ce que ça vaut, ça !

Tout du long, les terroristes n'ont exprimé aucune revendication, ni aucun désir de négocier. Leur but était de tuer des gens, d'infliger autant de dégâts que possible, avant d'être eux-mêmes tués. Ils nous ont complètement stupéfaits.

Dégâts collatéraux. Lorsque nous disons que « rien ne peut justifier le terrorisme », ce que la plupart d'entre nous veulent dire est que rien ne peut justifier le fait d'ôter la vie. Mais



alors que faire de ceux qui n'accordent aucune valeur à la vie, pas même la leur ? La vérité est que nous ne savons pas quoi en faire, parce que nous sentons qu'avant même de mourir, ils sont déjà partis dans un autre monde, d'où ils nous sont inaccessibles.

Si ces hommes étaient bien des membres du Lashkar-e-Taiba, pourquoi étaient-ils indifférents au fait que nombre de leurs victimes étaient des musulmans, ou que leurs actes allaient probablement déclencher de sévères représailles contre la communauté musulmane en Inde, alors qu'ils affirment se battre pour ses droits ? Le terrorisme est une idéologie sans pitié, et comme la plupart des idéologies qui regardent les choses en grand, les individus ne comptent pas, hormis sous l'appellation

« dégâts collatéraux ». La stratégie terroriste a toujours voulu exacerber une situation déjà mauvaise afin d'en exposer les failles cachées. Le sang des « martyrs » irrigue le terrorisme. Les terroristes hindous ont besoin de morts hindous, les communistes ont besoin de prolétaires morts, les terroristes islamistes ont besoin de musulmans morts. Les morts deviennent la démonstration, la preuve du statut de victime, lequel est essentiel au projet global.

Un seul acte de terrorisme n'est pas, en lui-même, supposé obtenir la victoire militaire. Au mieux, il est vu comme un catalyseur qui déclenche quelque chose de bien plus grand que lui, un changement tectonique, un réalignement. L'acte lui-même, c'est du théâtre, du spectacle, du symbolisme, et aujourd'hui la scène sur laquelle il pirouette et accomplit ses actes de bestialité est la télévision live. Pendant que les attentats de Mumbai étaient condamnés par les présentateurs, leur efficacité était multipliée par mille par les images télévisées.

Même si un chapitre d'horreur s'est clos à Mumbai, un autre pourrait bien s'être ouvert. Jour après jour, une puissante et bruyante partie de l'élite indienne, excitée par des voyous télévisuels, s'est mise à attaquer les politiciens, tous les politiciens, à glorifier la police et l'armée, et en est quasiment à exiger un État policier. Il n'est pas surprenant que ceux qui se sont gorgés de la soupe démocratie en appellent à présent à la fondation d'un État policier. La soupe est finie. Nous en sommes à une ère nouvelle, appelée « Prendre de force », dans laquelle la démocratie gêne. Les simplifications stupides et dangereuses telles que Police bonne vs Politiciens mauvais, PDG bons vs Premiers ministres mauvais, Armée bonne vs Gouvernement mauvais, Inde bonne vs Pakistan mauvais sont dégorgées par des chaînes de télévision qui ont déjà rendu leurs spectateurs hystériques. Il est tragique que cette forme intellectuelle de régression infantile ait lieu à un moment où les gens, en Inde, commencent à voir que, en matière de terrorisme, les victimes et les coupables échangent parfois leurs rôles.

Selon un homme qui aspire à devenir le prochain Premier ministre de l'Inde et un autre qui incarne à l'image une grande chaîne de télévision, les citoyens n'ont pas le droit de poser des questions sur la police. Ceci dans un pays qui a connu nombre d'attentats terroristes suspects, d'enquêtes louches et de rencontres truquées. Dans un pays qui a le plus grand nombre de personnes mortes en détention provisoire et qui refuse de ratifier la Convention internationale contre la torture. D'ailleurs un pays où c'est une chance d'être torturé, parce que cela signifie que l'on n'a pas rencontré les spécialistes de la rencontre. Un pays où la frontière entre le milieu et les spécialistes de la Rencontre n'existe pas.

Le monstre dans le miroir

Comment, nous dont les cœurs ont été soulevés par toutes ces choses, devrions-nous consi-

dérer toutes ces choses, et que pouvons-nous faire ?

Si le but du 11 septembre était de forcer l'Amérique à se montrer sous son vrai jour, alors c'est une réussite, du point de vue des terroristes : l'armée américaine est engluée dans deux guerres qu'elle ne peut pas gagner, et qui ont fait des États-Unis le pays le plus haï au monde. Ces guerres ont largement contribué à l'effondrement de l'économie américaine et qui sait, à celui de l'empire américain. Se pourrait-il que l'Afghanistan ravagé et bombardé, déjà cimetière de l'Union soviétique, devienne aussi le cimetière de cet empire-là ? Des centaines de milliers de personnes, dont des milliers de soldats américains, ont perdu la vie en Irak et en Afghanistan. La fréquence des attentats terroristes contre les agents et les alliés des États-Unis (dont l'Inde) et les intérêts américains dans le monde a énormément augmenté depuis le 11 septembre. George W. Bush, l'homme qui a mené la réponse américaine au 11 septembre, est un homme méprisé non seulement internationalement, mais aussi par son propre peuple. Qui peut affirmer, dès lors, que les États-Unis gagnent la guerre contre le terrorisme ?

Nous avons comme voisin une puissance nucléaire hostile qui perd lentement tout contrôle. Nous avons une occupation militaire dans le Cachemire et une minorité honteusement persécutée et appauvrie de plus de 150 millions de musulmans qui sont pris pour cible et acculés, dont la jeunesse ne voit guère de justice dans l'avenir et qui deviendrait, si elle perdait tout espoir et se radicalisait, une menace non seulement pour l'Inde, mais pour le monde entier. Si dix hommes suffisent à tenir en échec les commandos et la police pendant trois jours, s'il faut un demi-million d'hommes pour tenir le Cachemire, faites le calcul. Combien d'hommes faut-il pour tenir l'Inde ? Et il n'y a guère d'autre solution rapide. Les lois antiterroristes ne sont pas faites pour les terroristes mais pour les gens que les gouvernements n'aiment pas. Elles ne sont qu'un moyen de mettre les gens en détention provisoire pour un long moment avant de les relâcher. Les terroristes du genre de ceux qui ont attaqué Mumbai ne seront pas terrifiés par la peine de mort, la mort est ce qu'ils cherchent.

Nous sommes en train de subir le retour de flamme, le résultat de l'accumulation de décennies de solutions hâtives et d'actes crapuleux. Ça pue, partout.

Le seul moyen de contenir – il serait naïf d'écrire vaincre – le terrorisme est de regarder le monstre dans le miroir. Nous sommes à la croisée des chemins. Un panneau dit « Justice », l'autre « Guerre civile ». Il n'y a ni troisième panneau ni sortie. Choisissez. **A. R.**

POTKINE ENLÈVE...

Au nom de la bombe



COMME LA GUERRE, la bande dessinée politique est « un art délicat, et tout d'exécution ». Nos compliments les plus épatés donc aux Napoléons des petits Mickeys, Alain Dandrov et Frankie Alarcon, auteurs de *Au nom de la bombe. Histoires secrètes des essais atomiques français*, album de BD paru chez Delcourt. L'idée irradie la simplicité: interviewer les survivants parmi les personnels militaires qui ont contribué à la gloire nucléaire de la France. Après une introduction par Jean Vautrin (je recommande la description du colonel pataouète complexé par sa petite taille), l'album commence par la patrie du Geiger, pardon de la gégène, l'Algérie. Prenons une toute petite histoire d'une page, résumé parfait de la bêtise militaire. 19 février 1960. Six jours après l'explosion de Gerboise bleue, la première bombe atomique française, dans le camp de Reggane, un soldat est convoqué d'urgence. Un capitaine a besoin d'un chauffeur.

Pour aller sur le point zéro. Six jours après l'explosion! Ils partent. Équipés d'une combinaison en coton et de masques à gaz modèles 1944.

Malgré les injonctions par haut-parleur d'un hélicoptère, ils s'arrêtent au point zéro. Là, le capitaine ordonne au bidasse de planter un drapeau français. « On n'a pas pu le planter à Diên Biên Phu, au moins, ici, il sera dit qu'on a planté le drapeau de la France. »

Vous aurez compris que ces histoires ne sont pas inventées, mais tirées des récits des survivants...

Après l'hommage au drapeau, l'intermède comique. Le 1^{er} mai 1962, deux ministres, Pierre Messmer (Armées) et Gaston Palewski (Recherches et Affaires atomiques) viennent assister à un tir nucléaire. De près. Parce que la bombe a été placée au cœur d'une épaisse montagne. La radioactivité sera donc confinée dans la roche. « Il n'y a aucun risque », parole d'expert, et d'expert militaire par surcroît.

Évidemment, la bombe refuse d'obéir à l'expert et, d'un flanc de la montagne, s'échappe un énorme nuage. Radioactif.

Panique dans le poste d'observation

avancé, où observent MM. les ministres. « Évacuation générale! » Ça se carapate, en oubliant jusqu'aux chaussures. Haut goût de la scène suivante où MM. les ministres reçoivent l'ordre de se mettre à poil pour la douche de décontamination, ordre donné brutalement par un deuxième classe, ignorant à qui il s'adresse. L'histoire devient moins drôle lorsque le lecteur découvre que les soldats ne recevront aucune information quant à la dose d'irradiation subie. Lorsqu'il s'avère qu'« on ne retrouve plus neuf appelés qui étaient derrière la montagne ». Lorsqu'il s'avère en outre qu'« on a oublié une centaine de travailleurs autochtones près de la montagne ». Avec une grande humanité, un lieutenant ordonne alors à un sergent de prendre six hommes et trois camions et d'aller en zone irradiée chercher les bicots. Mais sans combinaisons, parce que sinon les combinaisons feraient peur aux bicots.

Tout comme l'armée américaine, qui a sciemment utilisé des soldats non informés comme cobayes dans nombre d'expériences immondes, de l'exposition aux radiations nucléaires à l'ingestion subreptice de LSD à doses de cheval, l'armée de la France, le pays des droits de l'homme, a utilisé des soldats... pour vérifier que les comptes-rendus américains des conséquences de la radioactivité sur l'homme n'étaient pas du bidon! D'où la longue et terrifiante description des fantassins accroupis dans des tranchées devant la tour de tir, laissant passer l'explosion (le déclenchement de lumière est tel que même accroupi, yeux fermés et tête entre les genoux, dos à la bombe, les soldats se sentirent aveuglés), puis se dirigeant, à pied, quelques minutes après le passage de l'effet de souffle, vers le point zéro!

Pire, on envoya des chars sur le point zéro.

Nestor Potkine P4

Les plus de 40 ans comprendront

... LA NAPHTALINE

Défaites vos idées toutes faites sur l'anarchisme

DANS LA COLLECTION « Idées reçues », les éditions Le Cavalier Bleu ont publié un livre de Philippe Pelletier qui rend justice aux anarchistes. Une lecture conseillée à ceux qui voudraient mettre à jour leurs connaissances sur un sujet bien malmené dans les médias, les discours politiques et les commissariats.

Les anarchistes sont des poseurs de bombes. Les anarchistes sont des utopistes. L'anarchisme est une maladie juvénile. L'anarchie c'est le chaos. Les anarchistes sont des marginaux... On continue? Les idées reçues sur l'anarchisme sont nombreuses. Philippe Pelletier, professeur de géographie, libertaire, a eu la bonne idée de démêler la bobine à bobards pour dresser le portrait fidèle, mais sans complaisance, d'un mouvement complexe et passionnant: « L'anarchisme est la conception politique, philosophique et sociale probablement la plus méconnue, et la plus calomniée au monde. Quelques formules choc et quelques épisodes tapageurs ne sont généralement retenus qu'au prix d'un oubli de ses nombreuses propositions et réalisations positives », rappelle l'auteur.

Pour commencer, il explique que l'anarchisme n'a rien d'un bloc monolithique. La grande diversité des idées qui compose le mouvement ne facilite pas l'approche. Entre mauvaise foi, haine et paresse, peu de gens ont donc la volonté de braver le fast-think et le néant politique où s'enlise la société bien-pensante. Pour saisir les contours d'une pensée en (r) évolution permanente, Pelletier a découpé son livre en quatre chapitres dynamiques. On y croise les grands noms de l'anarchisme (Reclus, Malatesta, Bakounine, Kropotkine, Louise Michel) et ses « compagnons de doute » (Albert Camus), on suit la fronde libertaire à travers le monde (Russie, Espagne, Chine, Cuba, Argentine, Mexique), on décortique les principes anars (gestion directe, mutualisme, municipalisme, fédéralisme), on évoque les violents débats entre communistes libertaires et communistes autoritaires...

Impossible bien entendu de ne pas revenir sur le gros boulet que traînent les anars dans l'inconscient collectif: la question de la violence. Il y a eu du vrai du temps de « la propagande par le fait ». Depuis, les calomnies policières et politocardes venant des partis réactionnaires et réformistes restent à dessein bloquées là-dessus. C'est bien pratique pour discréditer un mouvement dont l'un des buts est l'élimination de la violence dans la vie sociale. Pourtant, si l'on fait le compte macabre des attentats des deux derniers siècles, on

s'aperçoit vite que les anarchistes arrivent très loin derrière divers autres courants politiques, nationalistes ou religieux...

À la Belle Époque même, les marmites à renversement ne faisaient pas l'unanimité chez les anars. En 1891, Kropotkine soutenait qu'un « édifice basé sur des siècles d'histoire ne se détruit pas avec quelques kilos d'explosif ». Dans le même temps, on « oublie » souvent que de nombreux anarchistes ont trouvé dans le syndicalisme révolutionnaire une autre arme pour partir à l'assaut des injustices. C'est ainsi que des anarchistes ont impulsé les bourses du travail et que l'un d'eux, Émile Pouget, partisan de l'action directe et du sabotage (c'est-à-dire « travailler comme à coup de sabots » pour protester contre l'exploitation: « À mauvaise paye, mauvais travail! »), fut l'un des piliers de la CGT des origines.

La question de la violence accolée à l'anarchisme est une belle blague. Que dire alors du capitalisme qui a prospéré grâce à l'impérialisme, à la colonisation, aux guerres, à l'épuisement de la planète, à l'oppression et à la répression? Que dire du bilan « globalement positif » des régimes communistes? Etc. Où sont les terroristes? Où sont les fous? « Selon les libertaires, ce n'est pas l'anarchie qui règne actuellement en Afghanistan, en Irak, en Somalie ou ailleurs, mais le chaos du nouveau désordre mondial », souligne l'auteur. Une précision à transmettre à tous ces commentateurs chiens de garde du capitalisme qui ne ratent jamais une occasion pour dénoncer « l'anarchie » qui régnerait dans des pays mis à feu et à sang par les maîtres du monde.

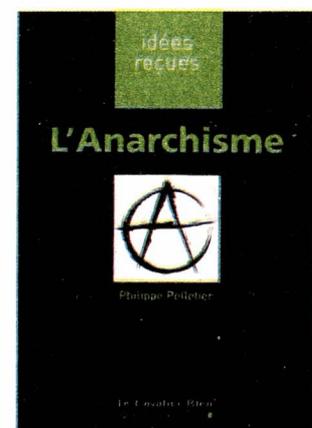
Philippe Pelletier aborde les défis que doivent relever les anarchistes. Les pratiques libertaires se diversifient. En Argentine, des groupes gèrent des coopératives et des potagers communautaires avec l'argent qu'ils « ponctionnent » sur les routes. Au Mexique, une partie du mouvement insurrectionnel est imprégnée d'anarchisme. Ici et là, les libertaires s'investissent dans des luttes sociales, des Amap, des Sel, des bibliothèques, des squats autogérés, des comités de soutien aux sans-papiers, des villages alternatifs à l'occasion de contre-sommets anti-G8 ou anti-G20. « Trois défis attendent plus spécifiquement les libertaires: l'évolution du syndicalisme, également caractérisé par une désaffection mais aussi par l'essor de certaines alternatives (coordinations, actions plus radicales), le renouveau du coopérativisme et les questions environnementales », assure Pelletier.

Avec de brèves approches historiques, sociologiques, géographiques, éthiques, phi-

losophiques, pédagogiques, il répond à toutes les questions que peuvent se poser bien des curieux, militants ou non. Ils y découvriront que si les anarchistes contestent l'État, l'autorité et le pouvoir ce n'est pas par goût du désordre, mais pour défendre la responsabilité individuelle de chacun d'entre nous et l'instauration de règles librement consenties. « L'anarchie est la plus haute expression de l'ordre », précisait Élisée Reclus.

En conclusion, l'ouvrage offre une bibliographie monumentale pour ceux qui souhaiteraient aller plus loin sur les chemins des révoltes libertaires. Le beau panorama des éditeurs de livres et de revues anarchistes, ainsi que la liste impressionnante des sites internet libertaires, témoigne de la vivacité d'un mouvement ancré dans l'histoire ouvrière et qui a encore pas mal de rendez-vous avec l'actualité. Voici donc un livre très instructif à poser à la vue de tous, sur la même étagère que L'Ordre moins le pouvoir. Histoire et actualité de l'anarchisme de Normand Baillargeon (Agone, 2001, 2008), L'Anarchie, une histoire de révolte de Claude Faber (Milan, 2002), Petit lexique philosophique de l'anarchisme de Daniel Colson (Livre de poche, 2001) ou L'ABC du libertaire de Jules Lermina (Mille et une nuits, 2004).

Paco



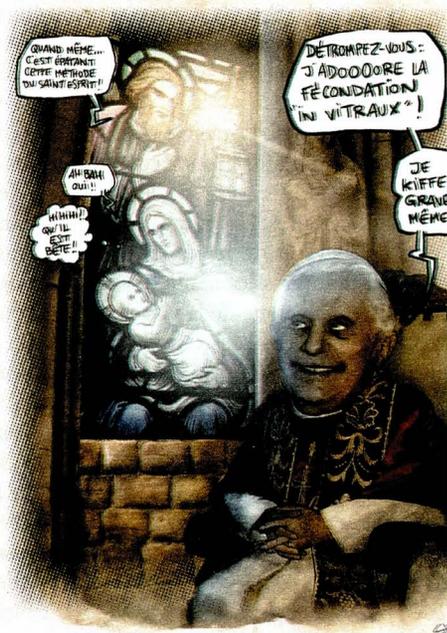
Philippe Pelletier, *L'Anarchisme*, collection Idées reçues, éditions Le Cavalier Bleu, 128 pages, 9,80 euros. Disponible à la librairie du Monde libertaire.



Sciences

« La mission de la science est [...] de planter les jalons immuables de la marche progressive de l'humanité, en indiquant aux hommes les conditions générales dont l'observation rigoureuse est nécessaire et dont l'ignorance ou l'oubli seront toujours fatals. »
Bakounine

Le Vatican à l'épreuve des bébés éprouvettes



LE PRIX NOBEL EST UNE INSTITUTION parfois critiquable quant aux choix de ses lauréats. (Les PN de littérature, de la paix, d'économie sont évidemment bien davantage sujets à caution que les PN de sciences.) Singulariser un individu, ou trois (il arrive que le prix soit partagé par trois récipiendaires), au milieu de la masse des chercheurs méritants, est potentiellement injuste. Mais mon propos ici n'est pas la cri-

tique de cette récompense; au contraire, il s'agit de se réjouir que le Nobel 2010 de médecine ait été attribué à Robert G. Edwards. Ce physiologiste anglais, âgé de 85 ans (il était temps, isn't it?!), a grandement contribué à la mise au point des techniques de fécondation humaine in vitro (FIV), avec pour conséquences pratiques de pouvoir faire face à la stérilité, ensemble de pathologies qui affectant des millions de personnes dans le monde. Ce que l'on savait faire sur des mammifères comme les souris, il fallait pouvoir le faire sur des humains, souffrant de ne pouvoir enfanter. Edwards et son collègue Patrick Steptoe mettent au point une technique de fécondation des ovules à l'extérieur du corps humain, étudient les protocoles d'implantation des ovocytes fécondés, ainsi que les traitements hormonaux nécessaires à la (relative) bonne marche de l'opération. En résumé, cela consiste à reproduire au laboratoire ce qui se passe naturellement dans l'utérus: la fécondation et les premières étapes du développement embryonnaire.

Le premier enfant ainsi conçu naît en 1978, et une expression ayant depuis fait florès le désigne comme le premier « bébé éprouvette ». Déjà à l'époque, ces techniques de FIV furent contestées, notamment par l'Église catholique. Les recherches dans ce domaine, notamment celles d'Edwards, furent un temps compromises, faute de financements publics. Malgré cela, cette technique

biomédicale a pu être développée et améliorée; on estime à 4 millions le nombre d'enfants nés grâce à la FIV, hors de la stricte volonté divine...

Le Vatican aimant repasser les plats nau-séeux de son moralisme fanatique, le pauvre Edwards vient encore de s'en prendre plein la poire. Par la voix de Mgr Carrasco de Paula, président de l'Académie pontificale pour la vie* (sic!) et membre de l'Opus Dei, les autorités catholiques ont accablé le biologiste valétudinaire: « Sans Edwards, il n'y aurait pas de congélateurs pleins d'embryons en attente d'être transplantés dans l'utérus, ou, plus probablement, d'être utilisés pour la recherche ou même de mourir abandonnés et oubliés de tous. »

Nous décernerons donc, cette année encore, et ce depuis plus de 2000 ans, le prix Nobel de la connerie et de la dégueulasserie à l'Église catholique apostolique et romaine, pour l'ensemble de son œuvre...

Marc Silberstein

Groupe Louise-Michel de la FA

*. Instituée par Jean-Paul II en 1994, son premier président fut Jérôme Lejeune, célèbre généticien découvreur de l'étiologie (cause) chromosomique de la trisomie 21 (communément appelée « mongolisme ») et ardent propagandiste anti-avortement et antipilule. Un procès en béatification est en cours d'instruction par la mafia vaticane.

Télé, sciences et religion, un mariage forcé à l'autrichienne

L'ORF, EN AUTRICHE, c'est un peu comme l'ancien ORTF en France, à la fois télévision d'État et radio nationale. Comme partout, on parle de réduction des coûts et tout ce qui relève de la culture est facilement sacrifié. Ainsi, le directeur de l'ORF a décidé de placer le service en charge des émissions scientifiques sous l'autorité de Gerhard Klein qui était déjà responsable des émissions portant sur les religions. Klein est un théologien catholique... et l'on est en droit de douter que les émissions, portant par exemple sur le darwinisme ou les pilules abortives trouvent grâce à ses yeux! Ce sont toutes les émissions concernant la bioéthique qui ris-

quent ainsi d'être biaisées, sinon supprimées.

Ce n'est peut-être pas très étonnant dans un pays soumis au régime concordataire et c'est d'ailleurs le concordat entré en vigueur en mai 1934 qui définit toujours les relations entre l'État et le Vatican! 1934-1938, c'est la période de l'austrofascisme, pendant laquelle le pouvoir émanait officiellement du dieu catholique, et non du peuple. Aujourd'hui, l'État finance à 100 % les écoles privées catholiques et dans les écoles publiques, la croix figure en bonne place dans toutes les classes, au-dessus du tableau, comme au-dessus des juges dans tous les tribunaux. Le cardinal

Christoph Schönborn, archevêque de Vienne et proche de Joseph Ratzinger, s'était illustré en 2005 en défendant les théories du dessein intelligent¹ dans le New York Times. En Autriche, l'Église semble mener une offensive contre les sciences², plutôt que de s'occuper d'indemniser les victimes des prêtres pédophiles.

Jérôme Segal

1. Nous en reparlerons ici. (NdR.)

2. Et dans la France de Sarkozy, c'est pour quand? (NdR.)



Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, c'est les autres qui l'écriront à notre place. »
Inconnu

À propos d'un citoyen au-dessus de tout soupçon

Réponse à Oscar Borillo

(voir *Le Monde libertaire*, n° 1606)

Salvador Gurucharri

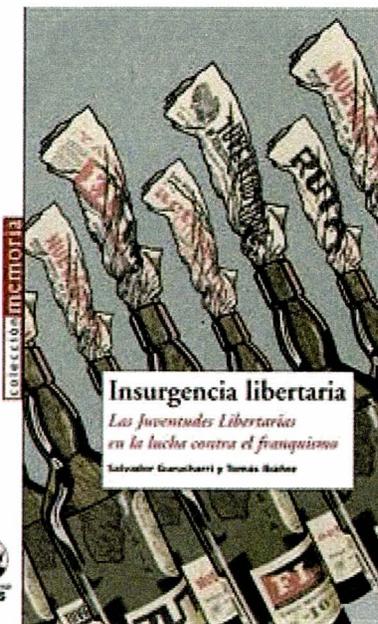
Tomás Ibañez

« IL N'Y A PAS SI LONGTEMPS nos deux faussaires [...] auraient eu à s'expliquer sévèrement (sic). Il n'y a pas de raisons que ça change (sic). » La dernière phrase de la charge d'Oscar Borillo contre notre livre ¹ (voir *Le Monde libertaire*, n° 1606) est décidément trop belle pour que nous ne la reprenions pas en ouverture de nos commentaires. Alors, c'est dit : égolâtres, émules des pires procédés staliniens, faussaires de l'histoire, calomnieurs, pseudo-libertaires (le doute sur notre engagement libertaire est jeté dans l'intitulé même de la charge), nous serions, aux dires de l'accusateur, installés « dans le monde marécageux du mensonge sans limites, de l'indignité, de la falsification érigée en tactique ». Que Oscar Borillo juge bon de manier aussi profusément l'insulte, c'est son problème. Pour ce qui nous concerne, nous nous en voudrions de le suivre dans cette voie. La tâche étant manifestement inutile, nous ne souhaitons pas davantage polémiquer avec lui. Reste que, si le lecteur doit juger, comme l'indique le Comité de rédaction du *Monde libertaire* ² tout en précisant qu'« il n'a pas vocation à s'impliquer » dans ce genre de polémiques, il faut bien qu'il le fasse en connaissance de cause et sur la base de points de vue contradictoires. D'où ces quelques précisions.

Pointons d'entrée de jeu que ce Germinal Esgleas, dont on nous reproche de salir la mémoire, est le même personnage qui fut accusé, en d'autres temps et dans un document public fort virulent, de « s'être comporté comme n'importe quel bureaucrate stalinien ». Qui proféra ce jugement ? L'ensemble des groupes de la Fédération anarchiste de la région parisienne, réunis, le 6 mai 1966, avec d'autres groupes anarchistes – tels Noir et Rouge et la Liaison des étudiants anarchistes –, soit un

total de 18 groupes, c'est-à-dire pratiquement toute la mouvance anarchiste parisienne de l'époque. Le moins qu'on puisse dire, c'est que cette belle – et rare – unanimité était à l'exacte mesure de la forte indignation que suscita, alors, l'attitude de Germinal Esgleas. La cause en était scandaleusement simple. Rappel des faits : l'enlèvement, à Rome, le 30 avril 1966, de Monseigneur Ussía, représentant ecclésiastique de Franco auprès du Vatican – qui fut revendiqué à Madrid, le 1^{er} mai, par un groupe anarchiste exigeant, en échange de sa liberté, la libération des prisonniers politiques en Espagne – avait suscité un fort enthousiasme au sein du mouvement anarchiste international. Or *Le Monde* daté du 4 mai se fit l'écho de « la condamnation » de l'enlèvement d'Ussía par le secrétaire général de la CNT en exil, Germinal Esgleas en personne, qui jugeait l'action « complètement négative ». Quelles raisons pouvaient bien motiver un tel empressement à condamner cette action et à s'en démarquer frileusement (« Nous n'y avons rien à voir ») ? Nous y reviendrons plus avant quand nous évoquerons l'hypothèse qui scandalise si fortement Oscar Borillo.

Ajoutons que le personnage dont on nous reproche de salir la mémoire fit l'énorme sacrifice militant d'être, de 1945 au début des années 1970, avec de rares périodes d'interruption, un permanent – toujours salarié, bien sûr – du Mouvement libertaire espagnol (MLE), soit comme secrétaire général de la CNT en exil (quatorze ans!), soit à d'autres fonctions. Précisons, par ailleurs, que les postes rémunérés étant rares et fort nombreux les militants capables de les occuper, il fallut que Germinal Esgleas fasse preuve d'un



Regard sur :

Le Mouvement libertaire espagnol (MLE) : sigle sous lequel se regroupaient les trois branches de l'anarchisme et de l'anarchosyndicalisme espagnol, à savoir : la CNT (Confederación nacional del Trabajo), la FAI (Federación anarquista ibérica) et la FIJL (Federación ibérica de Juventudes libertarias).

La Federación ibérica de Juventudes libertarias (FIJL) : créée à Madrid en 1932, la FIJL se développa rapidement sur tout le territoire espagnol et fut acceptée comme la troisième branche du MLE. Certains la concevaient comme devant être l'organisation des jeunes de la FAI, d'autres comme devant être une organisation autonome. Ce fut cette dernière option qui prédomina. Pendant la révolution elle manifesta, surtout en Catalogne avec son journal *Ruta* sous la responsabilité de José Peirats, son opposition au collaborationnisme de la CNT avec les forces gouvernementales de la République et au dirigisme des Comités confédéraux. Reconstituée en Espagne au début des années quarante, elle se reconstitua aussi en France dès 1943.

Possibilistes : une scission de la CNT se produisit suite au congrès tenu à Paris en 1945. Une fraction, largement majoritaire en Espagne, fut qualifiée de collaborationniste ou possibiliste car elle prônait l'entente avec des secteurs de l'antifranquisme, y compris des organisations politiques, et s'intégra dans l'Alliance nationale des Forces démocratiques. L'autre secteur, largement majoritaire en France, opposé aux accords politiques fut qualifié de « puriste » ou « d'orthodoxe ». En 1961, ces deux secteurs se réunifièrent.

Frente libertario : les expulsés et exclu suite au congrès de Montpellier créèrent une coordination dénommée groupes de présence confédérale qui lança, en 1967, un manifeste appelant tous les secteurs se réclamant de la CNT en Espagne à se rencontrer pour confronter leurs différences. En 1968, cette coordination tint sa première assemblée générale à Narbonne et l'année suivante le premier numéro de *Frente libertario* était publié. Ce journal qui s'éteignit en 1977 développa un extraordinaire travail militant.

dévouement tout particulier pour supporter, seul et pendant si longtemps, le fardeau d'une bureaucratie qu'il aurait sans doute été égoïste de faire partager. Nous y reviendrons quand nous évoquerons l'hypothèse qui scandalise si fortement Oscar Borillo.

Disons, enfin, que le personnage dont on nous reproche de salir la mémoire était secrétaire général de la CNT en exil lorsque plus d'une centaine de militants de son organisation – dont certains, très prestigieux, manifestaient leur soutien aux jeunes de la FIJL – en furent expulsés. C'est encore lui qui était à la tête de la CNT en exil quand les fédérations locales les plus nombreuses de l'organisation – celles qui, telles Paris, Toulouse et bien d'autres, abandonnèrent le congrès de Montpellier (1965) pour marquer leur désaccord avec la direction « esgléiste » – en furent, par la suite, expulsées. Car, contrairement à ce que prétend Oscar Borillo, ce conflit interne n'opposa pas simplement de jeunes activistes écervelés de la FIJL à la « prestigieuse » CNT en exil, mais une partie très importante de cette même CNT – et pas précisément son secteur « possibiliste » –, qui se regroupa plus tard autour du journal *Frente Libertario*, à la tendance représentée par Germinal Esgleas.

Retour arrière... En juin 1962, Defensa Interior (DI)³ ouvrit les hostilités : actions spectaculaires à base d'explosifs, campagnes médiatiques et préparation d'un attentat contre Franco. Dès lors, les autorités franquistes, qui espéraient sans doute que l'accord de création du DI restât lettre morte, manifestèrent de vives inquiétudes. La réponse policière fut transfrontières : en Espagne, vague d'arrestations et, en France, interdiction, quelques mois plus tard, du journal de la FIJL. Germinal Esgleas, en désaccord avec la dynamique d'action directe enclenchée, cessa très vite de participer aux réunions du DI qui poursuivra ses actions quelques mois encore, jusqu'à l'exécution de Granados et Delgado, en août 1963. Cette brutale mise à mort avait valeur d'avertissement : les autorités franquistes étaient décidées à mettre tout en œuvre pour en finir avec les activités du DI et du secteur qui y était le plus fermement engagé, la FIJL.

Le 1^{er} août 1963, des agents franquistes déposèrent une bombe au siège toulousain de la CNT en exil. Ce premier coup de semonce ne manqua pas d'inquiéter les responsables de l'organisation. Le 23 août, des militants de la FIJL⁴ furent arrêtés par la police française et, le 11 septembre, une centaine de militants se voyaient interpellés sur la base d'un long rapport des Renseignements généraux – qui comportait, certes, des erreurs, mais était globalement très bien informé. Vingt et un militants furent finalement incarcérés. Corrigeons Oscar Borillo sur deux points : primo, Guerrero Lucas figurait bien dans ce rapport⁵ ; secundo, sans affirmer d'aucune manière que l'information fut transmise aux RG par quelqu'un de haut placé dans les instances de

la CNT en exil, nous nous contentons simplement de rapporter que cette hypothèse fut examinée, à l'époque – parmi d'autres, bien sûr. Nous n'affirmons pas non plus, même si le bruit en avait couru, qu'Esgleas aurait fait des confidences au commissaire Tatareau – policier bon enfant, cordial, de gauche et anti-franquiste, selon lui –, mais que ledit commissaire, les oreilles bien ouvertes et l'œil aux aguets, fréquenta régulièrement, des années durant, le siège toulousain de la CNT en exil, glanant de-ci de-là quelques précieuses informations. Que ces hypothèses aient alors été prises en compte et examinées nous semblent d'autant moins étonnant que de nombreux facteurs confluaient pour pousser Esgleas à faire en sorte que fût évitée une situation conflictuelle avec les autorités françaises, qui pouvait menacer l'existence même des structures de la CNT en exil, autrement dit son maintien.

Faut-il y voir une raison à sa si rapide condamnation de l'enlèvement de Rome ? Ou encore le motif qui l'incita à boycotter le DI dès que celui-ci commença d'agir vraiment, en application des accords pris par l'organisation ? Est-ce encore pour cette raison qu'il revint à la direction de la CNT en exil, en octobre 1963, mettant pratiquement fin au DI, formellement dissous en 1965 ? Cette volonté de maintenir la CNT en exil à l'abri d'éventuelles représailles n'avait-elle rien à voir, chez Esgleas, avec la simple peur de se retrouver soudain, et après une si longue carrière de permanent, privé d'émoluments « organiques » ? Nous ne le saurons évidemment jamais, mais, face à autant de facteurs convergents, il n'est pas interdit de se poser des questions. Si Oscar Borillo admet que nous ne portons pas d'accusation directe, il s'appuie sur un autre fait pour nous traiter de calomnieux et de falsificateurs. Nous soutenons, en effet, que les mesures répressives – savam-



Germinal Esgleas

ment ciblées – déployées par la police française renforcèrent, au sein de la CNT en exil, le secteur opposé au DI et, du même coup, favorisèrent le retour de Germinal Esgleas aux affaires, mettant ainsi un point final à l'activisme antifranquiste d'action directe.

Voyons ce qu'il en est... En octobre 1963, la FIJL fut interdite⁶ et une partie de ses militants restèrent en prison jusqu'à la fin du mois de février 1964. Parallèlement, et pour la première fois de son histoire, la CNT en exil obtenait des autorités françaises l'autorisation de tenir, en ce même mois d'octobre 1963⁷, son congrès à Toulouse. Enfin, le maintien en prison, aux côtés des jeunes de la FIJL, de militants cénétistes aussi influents que Cipriano Mera et José Pascual ne fut pas sans effet sur l'abstention de l'importante fédération locale de Paris lors de l'élection du secrétaire général.

Il est vrai que ce congrès fut un congrès de reprise en main : Germinal Esgleas redevint secrétaire général et il n'y eut plus un sou pour les activités du DI, dont la dissolution fut prononcée au congrès suivant. Il est encore vrai que les autorités françaises étaient favorables, et de loin, à un dénouement de ce type mettant fin aux tensions avec l'Espagne franquiste, qui savaient que les actions du DI portaient du territoire français. Est-ce faire preuve d'un machiavélisme excessif que de penser que les autorités françaises, et leur police, agissent et jouèrent leurs cartes pour favoriser ce dénouement ? Informées comme elles l'étaient des conflits que la ligne d'action directe antifranquiste suscitait au sein du MLE, aura-t-on la naïveté de croire qu'elles pouvaient se contenter d'attendre, en mettant quelques activistes sous clef, que le MLE s'inclinât dans un sens ou dans un autre ? Est-ce calomnier que de penser cela, et de constater que, dans ce cas précis, les intérêts des autorités françaises et ceux de Germinal Esgleas étaient tout à fait convergents ? Devrions-nous taire cette évidente convergence d'intérêts pour ne pas semer le doute sur le parcours de ce personnage que certains semblent encore considérer comme une icône intouchable ?

S'il existe une « indignité », elle n'est pas de notre fait, mais tient à la volonté, bien peu libertaire, d'entraver ou de censurer l'esprit critique. Qu'il soit d'accord ou non avec son contenu, et sauf à professer la mauvaise foi, quiconque lira notre livre conviendra aisément que l'exercice de notre esprit critique ne se borne pas à dénoncer les agissements de Germinal Esgleas, mais embrasse également nos propres activités de l'époque. Et puisque le comité de rédaction du *Monde libertaire* parle du relatif échec de la CNT dans l'Espagne d'après Franco, disons-le pour finir : la responsabilité de cet échec – plus que relatif au regard de ce qui aurait pu être – n'est évidemment pas sans quelque corrélation avec le cours que le secteur esgléiste imprima à la CNT en exil.

S. G. et T. I.

1. Salvador Gurucharri et Tomás Ibáñez, *Insurgencia libertaria, Las Juventudes Libertarias en la lucha contra el franquismo*, Barcelona, Virus Editorial, 2010.

2. Dont l'un de nous – Tomás Ibáñez – fut membre, dans les années 1960, quand il était militant de la FA. La précision peut être utile pour prouver que nous n'étions pas uniquement « ibériques », comme le donne à penser le titre de la diatribe de Oscar Borillo, mais aussi quelque peu internationalistes.

3. Organisme de lutte créé, en 1961, par les trois branches du Mouvement libertaire en exil, et dont Esgleas était l'un des sept membres !

4. Dont Salvador Gurucharri, l'un des auteurs de ce livre.

5. Nous pensons, en effet, que Guerrero Lucas ne travaillait pas, à cette époque, pour la police. C'est notre hypothèse, que d'autres ne partagent pas. En tout cas, pour des motifs sur lesquels nous revenons dans notre ouvrage, il avait été mis, dès l'été 1962, à l'écart du DI et de la FIJL. En revanche, il continua à collaborer, plusieurs années durant, avec la direction « esgléiste » de la CNT en exil, ce que Oscar Borillo ne peut pas ignorer.

6. Prise le 15 octobre, la mesure d'interdiction fut formellement notifiée à la FIJL le 4 novembre 1963. Notre livre n'est pas exempt d'erreurs, dont certaines ont déjà été relevées, mais, dans ce cas précis, c'est encore un point sur lequel il nous faut corriger Borillo qui avait cru mettre à jour une contradiction entre les deux dates.

7. La fédération locale de Toulouse était proche de la FIJL, mais la région de Toulouse, avec ses dizaines de petites fédérations locales, était un fief de Germinal Esgleas.



VIIe congrès de la CNT, Bilbao, avril 1990

Hors-la-loi...

énervé les vieilles badernes

PROTESTATIONS D'ANCIENS COMBATTANTS de la guerre d'Algérie avant la projection de *Hors-la-loi* de Rachid Bouchareb à Cannes. Même phénomène à la sortie du film, le 22 septembre. Il est vrai que Bouchareb ne parle pas de sujets anodins : après *Indigènes*, qui débouchait sur des mesures concrètes pour payer la même pension aux anciens de la guerre d'Algérie, qu'ils soient soldats de l'armée française ou venus des colonies, il s'attaque avec *Hors-la-loi* à un sujet encore plus délicat : raconter des pans de la guerre d'Algérie – qui ne disait pas son nom – qui, de 1954 à 1962, a fait des milliers de morts et allait mener à l'indépendance algérienne. Bouchareb montre les prémices : le massacre de Sétif et de Guelma de mai 1945, les milliers de morts algériens (« indigènes » dans le discours officiel) seraient le berceau d'un certain extrémisme de l'armée française et des militants nationalistes algériens. Le cinéaste filme du côté algérien, et il ne se départit jamais de ce point de vue. Des milliers de manifestants furent tués et des centaines de personnes emprisonnées. Bouchareb raconte, dans l'ordre chronologique, le parcours d'une famille algérienne, expropriée dans les années vingt. Le père est tué pendant les massacres de Sétif et de Guelma. Les trois frères se retrouvent avec leur mère en France, à Nanterre.

Ce film s'attaque à des tabous multiples : montrer des colons français tirer sur de paisibles manifestants, et des Algériens, serviteurs du pouvoir colonial, méprisant leurs compatriotes, agents zélés de toutes les injustices. *Hors-la-loi* est une sorte de western politique

comme si c'était *Il était une fois dans l'Ouest* transposé dans la boue du bidonville de Nanterre. Il était une fois une famille d'agriculteurs qui travaillait la terre en Algérie, mais – tout comme les Palestiniens aujourd'hui – ils ne peuvent prouver qu'il s'agit bien de leur terre et de leur petite exploitation agricole avec son puits hérité des ancêtres. C'est avec cette expropriation injustifiée que le film démarre : la thèse est donnée. Saut dans le temps : les massacres de Sétif et de Guelma, mai 1945, sonnent le glas d'un espoir d'égalité des droits, un moment crucial de l'histoire algérienne, où se politise un certain Kateb Yacine. La mort du père justifie leur départ en France, car un des fils, arrêté pendant la manifestation (Sami Bouajila) y est emprisonné, l'autre frère est soldat en Indochine (Roschdy Zem) et c'est donc le troisième (Jamel Debbouze) qui décide et amène sa mère en France, dans la misère indescrivable du bidonville. L'activisme au service du FLN exige collecte d'argent, trafic d'armes et autres trafics inhumains. Même le fils sensible et bon devient un tueur, un étrangleur ; le plus filou, souteneur et créateur d'une salle de boxe, évite de justesse l'exécution par ses frères comme une honte à la cause algérienne. Et puis le troisième, le plus instruit, qui a engrangé en prison la rage d'en finir – n'a-t-il pas vu un camarade se faire guillotiner ? –, devient un des responsables de la Fédération de France. Il embauche le frère revenu de la guerre d'Indochine pour ses sales besognes. Tuer le responsable du MNA, ne tolérer personne sur la route vers la victoire du FLN. Les dissen-

sions entre Fédération de France et les autres fractions nationalistes n'ont jamais été montrées, excepté par Okacha Touita qui raconte l'histoire de son frère dans *Les Sacrifiés*. Touita créait une émotion insoutenable là où Bouchareb démontre seulement que les responsables de la Fédération de France succombent au dogmatisme ou éprouvent honte et regrets face à l'échec de leur vie personnelle. Car tous vont perdre leur humanité et être marqués à vie. La collecte de fonds nécessite l'aide de Français, échappant aux contrôles du couvre-feu. Beau personnage que la porteuse de valises, rappel des nombreuses femmes acquises à la cause algérienne.

Rachid Bouchareb est résolument avec eux, sans taire les ignominies commises sur ordre du FLN, ni la contre-offensive de la Main rouge (plastiquages), lancée par l'OAS et mise en pratique sous l'ordre de Papon par la police et l'armée française (tortures). Bouchareb choisit de parler du sort fait aux Algériens dans une guerre coloniale. Transportée en métropole, elle tuera à Paris un certain futur de l'Algérie en éliminant les meilleurs militants, jetant les manifestants pacifiques à la Seine. La plaque commémorative (plusieurs fois dégradée) des événements d'octobre 1961 sur le pont de Saint-Michel en témoigne encore. Saluons les interprètes : Roschdy Zem avant tout. Et Chafia Boudraa, la mère, bouleversante.

Heike Hurst

Qu'a-t-on entre nos mains ?

COUREZ VOIR *ENTRE NOS MAINS*! Ça se passe dans une usine de dessous féminins en faillite. Le patron veut déposer le bilan.

Six cadres salariés, quatre femmes et deux hommes, proposent aux ouvrières de reprendre l'affaire sous forme de scop (société coopérative ouvrière de production). Un individu égale une voix. Même si quelqu'un détient 40 % du capital, sur le papier, ta voix ne vaut pas moins que la sienne. Alors, on est avec Muriel, Valérie, Phanh a Nong, Sylvie, Jeanne-Rose, Noemia, Ircilia qui se demandent quoi faire. Un autre patron ? Ou on se prend en

main ? Mais est-ce qu'on ne va pas leur faire à l'envers ? Et on s'aperçoit que se lancer dans une scop, c'est arrêter d'avoir peur, accepter de prendre des risques, douter de ce monde qui t'explique que tu n'es rien, remettre en question les décideurs de ton destin. Juste y croire.

Ce film est un suspens politique et social, drôle, émouvant et plein de rebondissements. Évidemment, le patron, qui voulait déposer le bilan, a finalement une autre idée pour l'avenir de sa société : il n'aimerait pas abandonner ses employées à leur pauvre sort. Mais les filles

ne sont pas des idiots ! Je ne peux pas vous en dire plus sans dévoiler la fin, mais ce que je peux vous assurer, c'est que la réalisatrice est si partie prenante qu'elle nous remonte le moral dans l'adversité. Qu'elle n'a pas oublié que quand tout s'assombrit, le seul truc qui nous reste, c'est de chanter.

Depuis que je l'ai vu, je me demande sans cesse : qu'est-ce qui est « entre nos mains » ?

Isabelle Tillou

Groupe Claaaaaash
de la Fédération anarchiste



Abonnez-vous !

On peut maintenant, outre le courrier, s'abonner « en ligne », avec paiement sécurisé et tout et tout :

www.librairie-publico.com

Vous en profiterez pour commander, du même coup, les nouveautés de la librairie du Monde libertaire, et télécharger les récents catalogues au format pdf

Pour trouver facilement les points de vente près de chez vous, le site

www.trouverlapresse.com

un outil de notre diffuseur, les NMPP, est à votre disposition. Si vous ne disposez pas d'un accès Internet, n'hésitez pas à nous téléphoner : 01 48 05 34 08, entre 14 heures et 19 h 30. Achetez *Le Monde libertaire* le plus souvent possible, et dans le même lieu, et n'hésitez pas à insister pour qu'il soit bien visible.



L'univers de Lalie Walker

LECTRICE ASSIDUE DE POLARS et romans noirs, j'avoue que certains de ces livres me tombent parfois des mains : enquêteurs misogynes, femmes passives et victimes. Quand mon regard de lecteur « universel » s'efface et laisse la place à mon œil critique et féministe, impossible de lire de la même façon les aventures de ce flic macho, qui évalue les femmes d'après leur façon de faire à manger – ou tel autre qui avoue ressentir de la fascination pour un tueur de femmes particulièrement sadique... Car il y a chez beaucoup d'auteurs un plaisir certain, plus ou moins avoué, à se glisser (fictivement) dans la peau de pervers dépeceurs et violeurs de femmes. À croire que c'est bien mystérieux, ce qu'elles ont « à l'intérieur » – ventre, sexe, vagin ; mystère de l'origine, centre de l'amour, lieu de la « petite mort » – qu'il faille sans cesse tenter de le rendre visible aux yeux de tous : femmes ouvertes, ventres béants, corps écartelés, livres après livres... Et invariablement, la violence se trouve du côté masculin. (Lisez à ce propos l'étonnant livre de Sylvie Picard, *Serial victime*, Baleine, 1997 : hilarant !)

Donc, je me mets à rechercher frénétiquement des romans policiers « dont vous êtes l'héroïne », dans lesquels les femmes sont enquêtrices ou du moins échappent au statut de victime. C'est ainsi que j'ai rencontré, pour rester dans le 18^e arrondissement, Nadine Monfils (*Monsieur Émile*, Gallimard, 1998). Et récemment : Lalie Walker.

Suffit-il de mettre une femme à la place de l'enquêteur masculin pour faire un bon polar ? Sans doute que non... On échappe cependant à bien des clichés ! L'acharnement à savoir n'est plus l'apanage des hommes : « Cette femme avait l'efficacité d'un félin qui se faufile au milieu d'un terrain dangereux, en quête d'une proie » (*Les Survivantes*).

Jeanne Debords, le personnage récurrent des romans de Lalie Walker, est au centre de ses premiers livres. Autour d'elle gravitent des individus qui nous livrent leurs peurs, leurs doutes, leurs failles. L'univers de Lalie Walker est sujet au dérangement : troubles de l'esprit et du corps ou dérèglement climatique – l'ordre vacille. Sans doute la condition *sine qua non* pour aboutir à une situation moins fausse. (Car ce qu'on appelle l'ordre, les anarchistes le savent bien, n'est souvent que le chaos institutionnalisé.) Lalie Walker s'interroge en filigrane sur la frontière entre le rêve et la réalité, le normal et le pathologique. Avec une attention particulière portée aux marginaux – laissés pour compte, clochards, êtres aux corps

difformes, femmes trop « fortes » au physique ingrat... Dès que l'on plonge dans les méandres psychologiques des personnages, l'empathie prévaut.

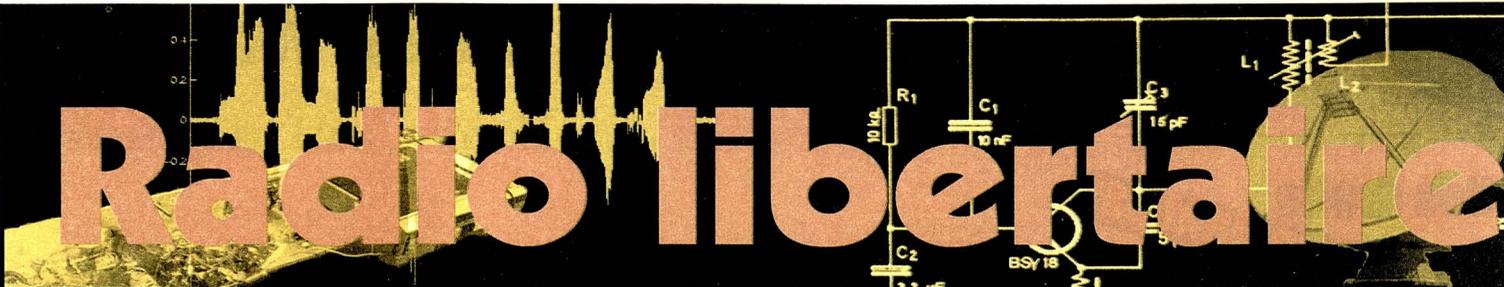
Difficile, ceci dit, de résumer les romans de Lalie Walker et de donner une idée du suspense qui nous tient en haleine dès les premières pages. Dans *Aux malheurs des dames*, une série de disparitions a lieu au marché Saint-Pierre, dont la police semble bien peu se soucier. Elles attirent l'attention de Rebecca Levasseur, une sociologue atypique qui décide de se charger, officieusement, de l'enquête. Dans *Les Survivantes*, une légiste experte en son domaine, Anne Boher, est la cible d'un complot. C'est une psychologue, Laure Bellanger, qui vient à l'aide de la police pour résoudre l'affaire. Le tout dans l'atmosphère angoissante d'un Strasbourg écrasé par la canicule et envahi par d'inquiétants militants de l'ordre nouveau. À chaque fois, on sort du cadre des enquêteurs professionnels. Un regard inhabituel est porté sur la police et la justice.

Difficile également de parler de l'univers de Lalie Walker sans évoquer, même brièvement, sa biographie tant sa vie semble insuffler à son œuvre un esprit de liberté et d'indépendance. Elle qui « refuse de suivre une seule et même ligne de vie » a été serveuse, traductrice, secrétaire, formatrice et psychanalyste (voir son blog : www.laliwalker.com). Elle pratique le décroisement systématique, faisant éclater les cadres du roman policier : roman noir ?, « thriller psy » ?, science-fiction ? Elle poursuit actuellement – comme l'un de ses personnages – des recherches sur le rêve. Le rêve et la fiction pour aller « fouiller dans certains recoins de la psyché humaine ». Le résultat est... déstabilisant.

Est-ce finalement si étonnant de la retrouver aujourd'hui assignée en justice, à cause de son livre *Aux malheurs des dames* ? Le gestionnaire du marché Saint-Pierre ayant porté plainte pour diffamation, le procès aura lieu le 16 octobre ! Là où la réalité rejoint la fiction...

Caroline
Groupe La Rue

De Lalie Walker, vous pouvez lire : *La Stratégie du fou*, Folio, 2008 ; *Aux malheurs des dames*, Parigramme, 2009 ; *Les Survivantes*, Actes Sud, 2010. Elle sera à la bibliothèque La Rue, le samedi 16 octobre, 15 h 30, pour nous parler de ses livres. Et de ses rêves ?



Radio libertaire

Jeudi 14 octobre

Chronique hebdo (08 h 00) Commentaires anarchistes de l'actualité.

De rimes et de notes (12 h 00) Actualité de la chanson et du spectacle.

Si vis pacem (18 h 00) Émission antimilitariste de l'Union pacifiste. Les nouveaux mardis des réfractaires à la guerre (au Lieudit, 75 020). Pour un monde sans armée.

Les enfants de Stonewall (19 h 30) Émission gay et lesbienne.

Epsilonia (22 h 00) Musiques expérimentales et expérimentations sonores

Vendredi 15 octobre

A las barricadas (09 h 00) Chroniques de la révolution espagnole. Cette émission sera consacrée aux affiches de propagande des anarchistes pendant la guerre et la révolution. Invités : Wally et Ramon Pino.

Koumbi (16 h 00) Chroniques africaines. Une image de l'Afrique contemporaine, au quotidien, loin des clichés exotiques ou uniquement misérabilistes.

Offensive (21 h 00) Libertaire et sociale...

Muzar (22 h 30) Bol d'art reçoit l'association Comme Vous Émoi, lieu de vie engagé, poétique, ludique, d'utilité publique... pour l'annonce de la 2^e soirée de soutien.

Samedi 16 octobre

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 h 00) Comme son nom ne l'indique pas...

Chronique syndicale (11 h 30) Luites et actualités sociales. *Les Invisibles*, avec J. Peyron (Éditions de L'Atelier); 12 h 30-13 h 30 Émission juridique: « Quoi de neuf sur les CDD ou la précarité toujours? »

Chroniques rebelles (13 h 30) Débats, dossiers, rencontres... *Même pas drôle*. Philippe Val, de *Charlie Hebdo* à Sarkozy de Sébastien Fontenelle (Libertalia).

Bulles noires (17 h 00) Polar. Invité : Marc Villard, qui vient de publier chez Biro Éditeur, dans la collection « Sentier du crime », *Sharon Tate ne verra pas Altamont*.

Dimanche 17 octobre

Cris et murmures (14 h 00) Slam et poésie. En direct de Campus.

Des mots, une voix (15 h 30) Des mots, des auteurs. L'émission recevra Frédéric Ciriez, pour son livre *Des néons sous la mer* (en Folio); et Jehan Vanlangenhoven, pour son livre *Ou Grandeur et Décadence de l'Homme-Volu (p) tés* (éditions Raphaël De Surtis).

Rudies back in town (22 h 00) Approche sociopolitique du mouvement skinhead international... Par Anna et Cyril.

Lundi 18 octobre

Les Enfants de Cayenne (09 h 00) Deux heures de pure politique 100 % révolutionnaire, avec des morceaux de vrais anarchistes dedans.

Lundi matin (11 h 00) L'actualité passée au crible de la pensée libertaire.

Le vivre ensemble (16 h 00) Végétarisme et cause animale.

La santé dans tous ses états (18 h 00) Santé et politique.

Le monde merveilleux du travail (19 h 30) Anarcho-syndicalisme, CNT Culture-spectacle.

Mardi 19 octobre

Artracaille (11 h 00) La condition de l'artiste dans la cité. Thème : Métaphysique de l'art.

Un peu d'air frais (16 h 00) Écologie libertaire. Reportages et infos pratiques.

Pas de quartiers... (18 h 00) Émission aimablement destinée aux sujets qui fâchent et aux gens pas d'accord avec ce qu'on nous serine... En direct, un point historique et politique sur les Roms. Tous à vos germanium!

Paroles d'associations (19 h 30) Magazine de la vie associative et culturelle. Rencontre avec Bruno Daraquy autour de Gaston Couté et autres grands auteurs.

For a Few Sixties More (00 h 30) Musique jamaïcaine des années soixante.

Mercredi 20 octobre

Court-circuit (09 h 30) Philosophie, art et politique. Une émission qui traite de l'actualité culturelle, des arts de la scène en général et des questions de société.

Blues en liberté (10 h 30) String bands, hier et aujourd'hui.

Sans toit ni loi (12 h 00) Émission sur les mal-logés et la précarité.

Le manège (14 h 00) Littérature et cinéma.

Femmes libres (18 h 30) Femmes qui luttent, femmes qui témoignent. Invitée : Florys Castan Vicente, à propos de l'ouvrage *Marie-Thérèse Eyquem, du sport à la politique, parcours d'une féministe* (Éditions L'Ours, 2009).

Ras les murs (20 h 30) Émission d'informations et d'analyses, avec lecture du courrier des prisonniers, sur la situation actuelle de la prison et de la justice.

Les Rendez-Vous Soniques (00 h 30) Le magazine libertaire du rock live.



89.4 MHz en région parisienne
rl.federation-anarchiste.org

Jeudi 14 octobre

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionysversité, Université populaire de Saint-Denis. Cycle: Éducation populaire, éducation nouvelle, éducation libertaire? Second cours: Les centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active au cœur de l'éducation nouvelle. Présentation de Guy Millerioux. Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin, Métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Vendredi 15 octobre

Rouen (76)

20h30. À l'occasion de la sortie du nouveau recueil de Guy Pique, *La Peau des étrécis*, une soirée Voix libres est proposée à la librairie l'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire.

Samedi 16 octobre

Paris XVIII^e

15h30. Rencontre avec Lalie Walker, auteur de plusieurs romans noirs dont *Aux malheurs des dames* (Éditions Parigramme, 2009), un roman policier autour du marché Saint-Pierre qui met en scène une sociologue détective à ses heures. À la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette, métro Blanche ou Abbesses.

Paris XI^e

16h30. Forum débat avec Sébastien Fontenelle pour son livre: *Même pas drôle. Philippe Val de Charlie à Sarkozy*, aux éditions Libertalia. À la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, Métro République, Oberkampf ou Filles-du-Calvaire. Entrée libre.

Laon (02)

19 heures. Table de presse puis à 20 heures, réunion publique sur le thème Anarchisme et idées reçues, avec Philippe Pelletier, universitaire, auteur de *L'Anarchisme* aux éditions du Cavalier bleu. Grande salle de la Maison des associations, rue du bourg (ville haute). Renseignements: 03 23 80 17 09

Dimanche 17 octobre

Paris XI^e

13 heures. Lire en fête: Les Roms. Venez nombreux à la librairie du Monde libertaire pour une journée consacrée aux livres et aux libertés humaines, avec Claire Auzias, Philippe Pelletier, la Bibliothèque rouge (apportez vos livres!), etc. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, Métro République, Oberkampf ou Filles-du-Calvaire.

Mardi 19 octobre

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionysversité, Université populaire de Saint-Denis. Cycle: Wilhelm Reich. Troisième cours: Les luttes politiques de Wilhelm Reich. En Autriche, en Allemagne et aux États-Unis, Reich assume un engagement total et radical. Ce qui entraîne la rupture avec Freud. Ses œuvres subissent l'autodafé des nazis et des Américains. Il est condamné à deux ans de prison aux USA. Présentation de Jacques Lesage de La Haye, psychanalyste, qui s'est énormément investi dans la connaissance et la pratique reichiennes. Parmi les divers ouvrages et publications qu'il y a consacré, citons le plus récent: *Introduction à la psychanalyse de Reich* (Éditions Chronique sociale, 2007). Bourse du Travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin, Métro ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Samedi 23 octobre

Paris XX^e

De 14 heures à minuit. Venez rencontrer la CNT!

16 heures. Meeting-débat: « Construire dès aujourd'hui la société de demain. La CNT, c'est quoi? » (Autogestion, caisses de grève, création de sections d'entreprise et syndicalisme d'industrie, assemblées générales souveraines, action directe contre le capital, etc.: de la théorie à la pratique)

18 heures. Projections des films réalisés lors des dernières luttes et manifestations.

19 heures. Concerts: Les Chanteurs-livreurs (chanson, Val-de-Marne),

Bobby Six Killers (early reggae, Nancy), The Angry Cats (rockabilly, Paris). Buffet, salon du livre (neuf et d'occasion), tables des syndicats de la RP. Prix libre. En soutien aux sections en lutte. Au 33, rue des Vignoles, 75020 Paris, métro Avron ou Buzenval. br.rp@cntf.org

Londres

10 à 19 heures. La 28th London Anarchist Bookfair (28^e Foire aux livres anarchistes de Londres) proposera des livres et des magazines, des projections de films, un cabaret anarchiste, des rencontres et des discussions. La restauration sur place est possible et une crèche accueillera les plus jeunes. Queen Mary, University of London, Mile End Road, London, E1 4NS. www.anarchistbookfair.org.uk



EL TRABAJADOR DEL CAMPO

Torres



**lucha y
labora**

**FEDERACIÓN REGIONAL
DE CAMPESINOS DEL CENTRO**

CNT-AIT